

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(87)1125

Vol. 1987/0037

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

6 juin 1987

6

DOCUMENT RESTREINT

SEC (87)1125

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/880/87

Délai : MARDI LE 14 JUILLET 1987 - 12 HEURES

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Convention pour la protection de la Mer Méditerranée contre la pollution
(Convention de Barcelone)

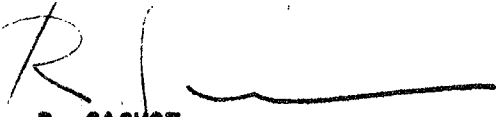
Proposition de : M. CLINTON DAVIS

Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier, au nom de la Communauté, l'adoption de mesures relatives aux rejets de mercure et cadmium ainsi qu'au statut des composés organosiliciés dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Convention de Barcelone);
- 2) . accompagné d'un exposé des motifs

Commentaire :

La présente proposition découle de la conclusion par la Communauté de la Convention pour la protection de la Mer Méditerranée contre la pollution et notamment de son protocole, à travers lequel les parties s'engagent à prendre certaines mesures concrètes dans ce but.


R. GACHOT
Directeur

P.J :

Copies à : MM. BRINKHORST, FIELDING, EHLERMANN

Pour information : M. MAYHEW

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG DE L'ENVIRONNEMENT,
PROTECTION DES CONSOMMATEURS
ET SECURITE NUCLEAIRE

Services associés
- pour accord -

DG DES RELATION EXTERIEURES

: Accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable sous
réserve d'une dernière
vérification du texte

Langue originale

: FR

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

Consultation : du Parlement Européen : facultative et le Service responsable
suggère de ne pas y recourir compte
tenu de l'importance mineure de ce
projet

Consultation : du Comité Economique et
Social : Idem

. La Task Force PME n'a pas été consultée.

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX ?

- /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et 84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

RECOMMANDATION DE DECISION DU CONSEIL

autorisant la Commission à négocier, au nom de la Communauté,
l'adoption de mesures relatives aux rejets de mercure et de cadmium
ainsi qu'au statut des composés organosiliciés
dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée
contre la pollution (Convention de Barcelone)

COMMUNICATION A LA COMMISSION

(proposition de Monsieur Clinton Davis)

1. Le 25 juillet 1977, la Communauté a conclu la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (77/585/CEE)⁽¹⁾.
2. L'article 5 du protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique de ladite Convention stipule que :
 - les Parties s'engagent à éliminer la pollution d'origine tellurique de la zone du Protocole par les substances énumérées à l'annexe I au présent protocole;
 - a cette fin, elles élaborent et mettent en oeuvre conjointement ou individuellement selon le cas, les programmes et mesures nécessaires;
 - ces programmes et mesures comprennent notamment des normes communes d'émission et des normes d'usage.

D'autre part, l'article 14 du même protocole stipule au paragraphe 2 que les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet de réviser et d'amender le cas échéant toute annexe au Protocole (alinéa b/).
3. Des recommandations concernant les limitations de rejets de mercure ainsi que le statut des composés organosiliciés, servant de base pour l'adoption de mesures législatives et/ou administratives appropriées, seront soumises pour adoption à la cinquième réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution qui se tiendra à Athènes du 7 au 13 septembre 1987.
4. Bien que les mesures concernant les rejets de cadmium ne sont pas présentées à la réunion de septembre 1987, la Commission estime que le mandat de négociation doit aussi inclure cette substance, puisque les discussions sur ce sujet sont déjà prévues pour avril 1988.

(1) J.O. L 240 du 19.09. 1977

5. Il convient de rappeler que la Communauté s'est déjà dotée de directives en la matière.

6. La Commission recommande au Conseil de l'autoriser à négocier au nom de la Communauté des mesures relatives aux rejets de mercure et de cadmium ainsi qu'au statut des composés organosiliciés dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution.

2. ...
11.

Historical Archives of the European Commission

EXPOSE DES MOTIFS

- 5.
1. Le 25 juillet 1977, la Communauté a conclu la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (77/585/CEE)⁽¹⁾.
 6. La Convention
 2. L'article 5 du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, adopté à la Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la région méditerranéenne sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (Athènes, 12-17 mai 1980) stipule que⁽²⁾:
 - a/ Les Parties s'engagent à éliminer la pollution d'origine tellurique de la zone du Protocole par les substances énumérées à l'annexe I au présent Protocole;
 - b/ A cette fin, elles élaborent et mettent en oeuvre, conjointement ou individuellement selon le cas, les programmes et mesures nécessaires;
 - c/ Ces programmes et mesures comprennent notamment des normes communes d'émission et des normes d'usage;
 - d/ Les normes et les calendriers d'application pour la mise en oeuvre des programmes et mesures visant à éliminer la pollution d'origine tellurique sont fixés par les Parties et réexaminés périodiquement au besoin tous les deux ans, pour chacune des substances énumérées à l'annexe I, conformément aux dispositions de l'article 15 du présent Protocole.

D'autre part, l'article 14 du même Protocole stipule qu'en son paragraphe 2 :

- Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet :
- a/ De veiller à l'application du Protocole et d'examiner l'efficacité des mesures adoptées ainsi que l'opportunité de prendre d'autres dispositions, en particulier sous forme d'annexes;
 - b/ De réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au Protocole;
 - c/ D'élaborer et d'adopter des programmes et des mesures conformément aux articles 5, 6 et 15 du présent Protocole.

(1) J.O. L 240 du 19.09.1977

(2) 83/101/CEE J.O. L 67 du 12.3.1983

3. Conformément à un des paragraphes⁽¹⁾ des critères provisoires de qualité du milieu pour le mercure approuvés par les Parties contractantes à leur 4^e réunion ordinaire (Gênes, 9-13 septembre 1985) des recommandations concernant les limitations de rejets de mercure ainsi que le statut futur des composés organosiliciés seront soumis, pour adoption, à la 5^e réunion des Parties contractantes (qui se tiendra à Athènes du 7-13 septembre 1987). Ces recommandations servent de base pour l'adoption de mesures législatives et/ou administratives appropriées.
4. Bien que les mesures concernant les rejets de cadmium ne soient pas présentées à la prochaine réunion des Parties contractantes à Athènes du 7 au 13 septembre 1987, la Commission estime que le mandat de négociation doit aussi inclure cette substance puisque les négociations sur ce sujet sont déjà prévues pour avril 1988.
5. Il convient de rappeler que la Communauté s'est déjà dotée des directives suivantes :
 - 76/464/CEE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté⁽²⁾; Les composés organosiliciés figurent à l'annexe II de cette directive;
 - 82/176/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins⁽³⁾;
 - 83/513/CEE concernant la fixation de valeurs limites pour les rejets de cadmium dans le milieu aquatique ainsi que d'objectifs de qualité pour la teneur en cadmium du milieu aquatique⁽⁴⁾;
 - 84/156/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure des secteurs autres que celui de l'électrolyse des chlorures alcalins⁽⁵⁾.

(1) Les Parties contractantes : a/... b/ ... c/... d/...

e/ limitent les déversements anthropogènes de mercure dans la mer Méditerranée jusqu'à ce que des normes d'émission applicables au mercure aient été formulées en conséquence de l'entrée en vigueur du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique.

(2) J.O. L 129 du 18.05.1976

(3) J.O. L 81 du 27.03.1982

(4) J.O. L 291 du 24.10.1983

(5) J.O. L 74 du 17.03.1984

3. Le Conseil est invité à autoriser la Commission à négocier, au nom de la Communauté, des mesures relatives aux rejets de mercure et de cadmium ainsi qu'au statut futur des composés organosiliciés, dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution.
Les mesures proposées sont ou risquent d'être plus sévères ou différentes de celles au niveau communautaire.

admini

4. Bien _____

a l'

198

suces

5. Il en

su

-

re

l'

-

-

re

re

-

re

re

Historical Archives of the European Commission

3. Le Conseil est invité à autoriser la Commission à négocier, au nom de la Communauté, des mesures relatives aux rejets de mercure et de cadmium ainsi qu'au statut futur des composés organosiliciés, dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution.
Les mesures proposées sont ou risquent d'être plus sévères ou différentes de celles au niveau communautaire.

4. Bien que _____
à la fin de
1987
substantiel

5. Il convient
su
- 7
- 8
- 9
- 10
- 11
- 12
- 13
- 14
- 15
- 16
- 17
- 18
- 19
- 20
- 21
- 22
- 23
- 24
- 25
- 26
- 27
- 28
- 29
- 30
- 31
- 32
- 33
- 34
- 35
- 36
- 37
- 38
- 39
- 40
- 41
- 42
- 43
- 44
- 45
- 46
- 47
- 48
- 49
- 50
- 51
- 52
- 53
- 54
- 55
- 56
- 57
- 58
- 59
- 60
- 61
- 62
- 63
- 64
- 65
- 66
- 67
- 68
- 69
- 70
- 71
- 72
- 73
- 74
- 75
- 76
- 77
- 78
- 79
- 80
- 81
- 82
- 83
- 84
- 85
- 86
- 87
- 88
- 89
- 90
- 91
- 92
- 93
- 94
- 95
- 96
- 97
- 98
- 99
- 100

Historical Archives of the European Commission

RECOMMANDATION DE DECISION DU CONSEIL

autorisant la Commission à négocier, au nom de la Communauté, l'adoption de mesures relatives aux rejets de mercure et de cadmium ainsi qu'au statut des composés organosiliciés dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Convention de Barcelone)

Le Conseil des Communautés européennes,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la ^{recommandation} proposition de la Commission,

considérant que la Communauté est Partie contractante à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution ;

considérant que, conformément à un des paragraphes des critères provisoires de qualité du milieu pour le mercure approuvés par les Parties contractantes à leur quatrième réunion ordinaire à Gênes, du 9 - 13 septembre 1985, il a été prévu que des recommandations concernant les limitations de rejets de mercure ainsi que le statut futur des composés organosiliciés seront soumis pour adoption à la cinquième réunion des Parties contractantes qui se tiendra à Athènes du 7 - 13 septembre 1987 ; que ces recommandations servent de base pour l'adoption par la suite de mesures législatives et/ou administratives appropriées ;

considérant que ces négociations concernant les mesures à prendre à propos des rejets de cadmium sont prévues également, dans le cadre du même protocole, pour avril 1988 ;

considérant que le Conseil a adopté les directives 76/464/CEE⁽¹⁾ concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté, 82/172/CEE⁽²⁾ et 84/156/CEE⁽³⁾ concernant respectivement les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins et des secteurs autres que celui de l'électrolyse des chlorures alcalins ainsi que 83/513/CEE⁽⁴⁾ relative à la fixation des valeurs limites pour les rejets de cadmium dans le milieu aquatique ainsi que d'objectifs de qualité pour la teneur en cadmium du milieu aquatique ;

considérant que des propositions de mesures relatives au rejet de mercure et de cadmium ainsi qu'au statut des composés organosiliciés présentées dans le cadre de la réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution sont susceptibles d'affecter les directives communautaires :

(1) J.O. L 129 du 18.05.1976

(2) J.O. L 81 du 27.03.1982

(3) J.O. L 74 du 17.03.1984

(4) J.O. L 291 du 24.10.1983

DECIDE :

Article Unique

La Commission est autorisée à participer, au nom de la Communauté, aux négociations concernant des mesures relatives aux rejets de mercure et de cadmium ainsi qu'au statut des composés organosiliciés, dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution. La Commission se conformera, lors des négociations, aux directives figurant en annexe.

Le résultat des négociations sera soumis à l'approbation du Conseil selon les règles du Traité.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le Président

Historical Archives of the European Commission

ANNEXE

Directives de négociation

La Commission participera à ces négociations en consultation avec les représentants des Etats membres parties à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution.

Elle veillera à ce que les décisions prises dans le cadre de la Convention soient compatibles avec la réglementation communautaire existante.

Toutefois, elle est autorisée à négocier des mesures plus sévères que celles au niveau communautaire.

Historical Archives of the European Commission

TEXTE D

DOCUMENT RESTREINT

SEC (87) 1125 NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/880/87

Délai: MARDI LE 14 JUILLET 1987 - 12 HEURES

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Convention pour la protection de la Mer Méditerranée contre la pollution
(Convention de Barcelone)

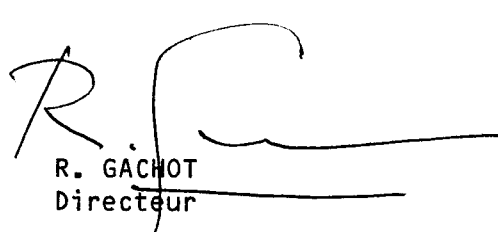
Proposition de : M. CLINTON DAVIS

Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier, au nom de la Communauté, l'adoption de mesures relatives aux rejets de mercure et cadmium ainsi qu'au statut des composés organosiliciés dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Convention de Barcelone);
- . accompagné d'un exposé des motifs

Commentaire :

La présente proposition découle de la conclusion par la Communauté de la Convention pour la protection de la Mer Méditerranée contre la pollution et notamment de son protocole, à travers lequel les parties s'engagent à prendre certaines mesures concrètes dans ce but.


R. GACHOT
Directeur

P.J :

Copies à : MM. BRINKHORST, FIELDING, EHLERMANN

Pour information : M. MAYHEW

le

2

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG DE L'ENVIRONNEMENT,
PROTECTION DES CONSOMMATEURS
ET SECURITE NUCLEAIRE

Services associés
- pour accord -

DG DES RELATION EXTERIEURES : Accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable sous
réserve d'une dernière
vérification du texte

Langue originale : FR

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

Consultation : du Parlement Européen : facultative et le Service responsable
suggère de ne pas y recourir compte
tenu de l'importance mineure de ce
projet

Consultation : du Comité Economique et
Social : Idem

. La Task Force PME n'a pas été consultée

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX ?

- /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et 84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

EMPFEHLUNG FÜR EINEN BESCHLUSS DES RATES
zur Ermächtigung der Kommission
im Namen der Gemeinschaft die Festlegung von
Maßnahmen betreffend die Einleitung von Quecksilber und Kadmium
sowie den Status der organischen Siliziumverbindungen im Rahmen des
Übereinkommens zum Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung
(Übereinkommen von Barcelona)
auszuhandeln

Historical Archives of the European Commission

MITTEILUNG AN DIE KOMMISSION

(Vorschlag von Herrn Clinton Davis)

1. Am 25. Juli 1977 hat die Gemeinschaft das Übereinkommen zum Schutz des Mittelmeeres zur Verschmutzung (77/585/EWG) ¹ unterzeichnet.
2. Artikel 5 des im Rahmen dieses Übereinkommens unterzeichneten Protokolls zum Schutz des Mittelmeeres gegen Verschmutzung vom Land aus bestimmt :
 - die Parteien verpflichten sich, die Verschmutzung des Protokollgebietes vom Land aus durch die im Anhang I des Protokolls aufgeführten Stoffe zu beseitigen ;
 - zu diesem Zweck erstellen sie je nach Fall gemeinsam oder einzeln die erforderlichen Programme und Maßnahmen aus und führen sie aus ;
 - diese Programme und Maßnahmen umfassen insbesondere gemeinsame Emissionsnormen und Nutzungsnormen.

Nach Artikel 14 Absatz 2 des Protokolls dienen die Sitzungen der Vertragsparteien des Protokolls unter anderem dem Ziel, gegebenenfalls Überprüfungen und Änderungen von Anlagen des Protokolls vorzunehmen (Unterabsatz b).
3. Der fünften Sitzung der Vertragsparteien des Übereinkommens zum Schutz des Mittelmeeres vor Verschmutzung, die vom 7.-13. September 1987 in Athen stattfindet, werden Empfehlungen betreffend die Begrenzung der Einleitung von Quecksilber sowie den Status der organischen Siliziumverbindungen vorgelegt. Sie sollen als Grundlage für den Erlass entsprechender Rechts- und/oder Verwaltungsvorschriften dienen.
4. Zwar werden auf der Sitzung im September 1987 noch keine Maßnahmen betreffend die Einleitung von Kadmium vorgeschlagen, doch sollte nach Auffassung der Kommission das Verhandlungsmandat auch diesen Stoff einschließen, da Gespräche über dieses Thema bereits für April 1988 vorgesehen sind.

1) ABL. L 240 vom 19.09.1977

5. Es wird darauf hingewiesen, daß die Gemeinschaft bereits einschlägige Richtlinien erlassen hat.

6. Die Kommission empfiehlt dem Rat, sie zu ermächtigen, im Namen der Gemeinschaft, Maßnahmen betreffend die Einleitung von Quecksilber und Kadmium sowie den Status der organischen Siliziumverbindungen im Rahmen des Übereinkommens zum Schutz des Mittelmeeres vor Verschmutzung auszuhandeln.

Historical Archives of the European Commission

BEGRÜNDUNG

1. Am 25. Juli 1977 hat die Gemeinschaft das Übereinkommen über den Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung (77/585/EWG) ¹⁾ unterzeichnet.

2. Artikel 5 des Protokolls über den Schutz des Mittelmeers gegen Verschmutzung vom Lande aus, das von der Konferenz der Bevollmächtigten der Mittelmeeranrainerstaaten über den Schutz des Mittelmeers gegen Verschmutzung vom Lande aus (Athen, 12.-17. Mai 1980) verabschiedet wurde, bestimmt ²⁾ :
 - a) Die Parteien verpflichten sich, die Verschmutzung des Protokollgebiets vom Lande aus durch die im Anhang dieses Protokolls aufgeführten Stoffe zu beseitigen.
 - b) Zu diesem Zweck erstellen sie je nach Fall gemeinsam oder einzeln die erforderlichen Programme und Maßnahmen und führen sie aus.
 - c) Diese Programme und Maßnahmen umfassen insbesondere gemeinsame Emissionsnormen und Nutzungsnormen.
 - d) Die Normen und Zeitpläne für die Durchführung der Programme und Maßnahmen zur Beseitigung der Verschmutzung vom Lande aus werden von den Parteien festgelegt und regelmäßig - erforderlichenfalls alle zwei Jahre - für jeden der in Anhang I aufgeführten Stoffe gemäß Artikel 15 dieses Protokolls überprüft.

Artikel 14 Absatz 2 des Protokolls bestimmt :

- Auf den Sitzungen der Parteien dieses Protokolls sollen unter anderem folgende Aufgaben wahrgenommen werden :
 - a) Überwachung der Durchführung des Protokolls und Prüfung des Wirkungsgrades der ergriffenen Maßnahmen und der Notwendigkeit weiterer Maßnahmen, insbesondere in der Form von Anhängen ;
 - b) je nach Fall Überprüfung und Änderung der Anhänge des Protokolls ;
 - c) Ausarbeitung und Annahme von Programmen und Maßnahmen nach den Artikeln 5, 16 und 15 dieses Protokolls.

1) ABL. L 240 vom 19.09.1977

2) 83/101/EWG ABL. L 67 vom 12.03.1983

3. Gemäß einem der Unterabsätze¹⁾ vorläufigen Kriterien für die Umweltqualität für Quecksilber, wie sie von den Vertragsparteien auf ihrer 4. ordentlichen Sitzung (Genua, 9.-13. September 1985) gebilligt wurden werden der 5. Sitzung der Vertragsparteien, die vom 7. bis 13. September 1987 in Athen stattfindet, Empfehlungen betreffend die Begrenzung der Quecksilbereinleitungen sowie den künftigen Status der organischen Siliziumverbindungen zur Verabschiedung vorgelegt. Diese Empfehlungen dienen als Grundlage für den Erlass entsprechender Rechts- und/oder Verwaltungsvorschriften.

4. Zwar sind Maßnahmen betreffend die Einleitung von Kadmium auf der nächsten Sitzung der Vertragsparteien vom 7. bis 13. September 1987 in Athens nicht vorgesehen, doch sollte nach Auffassung der Kommission das Verhandlungsmandat auch diesen Stoff einschließen, da Gespräche über dieses Thema bereits für April 1988 geplant sind.

5. Es wird darauf hingewiesen, daß die Gemeinschaft bereits folgende Richtlinien erlassen hat :

- 76/464/EWG betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft²⁾; die organischen Siliziumverbindungen sind in Anhang II dieser Richtlinie aufgeführt ;
- 82/176/EWG betreffend Grenzwerte und Qualitätsziele für Quecksilberableitungen aus dem Industriezweig Alkalichloridanalyse³⁾ ;
- 83/513/EWG betreffend Grenzwerte und Qualitätsziele für Kadmiumableitungen⁴⁾ ;
- 84/156/EWG betreffend Grenzwerte und Qualitätsziele für Quecksilberableitungen mit Ausnahme des Industriezweig Alkalichloridelektrolyse⁵⁾.

1) Die Vertragsparteien: a/...b/... c/... d/... e/ begrenzen die vom Menschen verursachten Quecksilberableitungen in das Mittelmeer, bis aufgrund des Inkrafttretens des Protokolls über den Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung vom Land aus gültige Emissionsnormen für Quecksilber erlassen werden.

2) ABL. L 129 vom 18.05.1976

3) ABL. L 81 vom 27.03.1982

4) ABL. L 291 vom 24.10.1983

5) ABL. L 74 vom 17.03.1984

Der Rat wird ersucht, die Kommission zu ermächtigen, im Namen der Gemeinschaft Maßnahmen betreffend Quecksilber- und Kadmiumableitungen sowie den künftigen Status der organischen Siliziumverbindungen im Rahmen des Übereinkommens zum Schutze des Mittelmeers gegen Verschmutzung auszuhandeln. Die vorgeschlagenen Maßnahmen sind oder könnten strenger oder verschieden von den auf Gemeinschaftsebene geltenden Maßnahmen sein.

Historical Archives of the European Commission

EMPFEHLUNG FÜR EINEN BESCHLUSS DES RATES

zur Ermächtigung der Kommission, im Namen der Gemeinschaft Verhandlungen über die Festlegung von Maßnahmen betreffend die Einleitung von Quecksilber und Kadmium sowie den Status der organischen Siliziumverbindungen im Rahmen des Übereinkommens zum Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung (Übereinkommen von Barcelona) zu führen.

Der Rat der Europäischen Gemeinschaften,
gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,
auf Vorschlag der Kommission,
in Erwägung nachstehender Gründe :

Die Gemeinschaft ist Vertragspartei des Übereinkommens zum Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung.

Gemäß einem Unterabsatz der von den Vertragsparteien auf ihrer vierten ordentlichen Sitzung in Genua, die vom 9. bis 13. September 1985 stattfand, festgelegten vorläufigen Kriterien ist vorgesehen, der fünften Sitzung der Vertragsparteien vom 7. - 13. September 1987 in Athen Empfehlungen betreffend die Beschränkung der Einleitung von Quecksilber sowie den künftigen Status der organischen Siliziumverbindungen zur Annahme vorzulegen. Diese Empfehlungen sollen als Grundlage für den späteren Erlass einschlägiger Rechts- und/oder Verwaltungsvorschriften dienen.

Im Rahmen des gleichen Protokolls sind für April 1988 Verhandlungen über Maßnahmen betreffend Kadmiumeinleitungen vorgesehen.

Der Rat hat die Richtlinien 76/464/EWG¹⁾ betreffend die Verschmutzung infolge der Einleitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft, 82/172/EWG²⁾ und 84/156/EWG³⁾ betreffend Grenzwerte und Qualitätsziele für Quecksilberableitungen aus dem Industriezweig Alkalichloridelektrolyse bzw. für Quecksilberableitungen mit Ausnahme des Industriezweigs Alkalichloridelektrolyse und 83/513/EWG⁴⁾ betreffend die Festsetzung von Grenzwerten für die Kadmiumableitungen in die Gewässer sowie Qualitätsziele für den Kadmiumgehalt der Gewässer erlassen;

Vorschläge für Maßnahmen betreffend Quecksilber- und Kadmiumableitungen sowie die Stellung der organischen Siliziumverbindungen, die im Rahmen der Tagung der Vertragsparteien des Übereinkommens zum Schutz des Mittelmeers vor Verunreinigung vorgestellt wurden, sind geeignet, folgende Richtlinien der Gemeinschaft zu beeinträchtigen:

BESCHLIESST:

1) ABL. nr. L 129 vom 18.05.1976.

2) ABL. Nr. L 81 vom 27.03.1982.

3) ABL. Nr. L 74 vom 17.03.1984.

4) ABL. Nr. L 291 vom 24.10.1983

Einzigter Artikel

Die Kommission wird ermächtigt, im Namen der Gemeinschaft an den Verhandlungen über Maßnahmen betreffend die Einleitung von Quecksilber und Kadmium sowie den Status der organischen Siliziumverbindungen im Rahmen des Übereinkommens über den Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung teilzunehmen. Die Kommission wird sich bei diesen Verhandlungen an die Leitlinien nach Maßgabe des Anhangs halten.

Das Ergebnis der Verhandlungen wird nach den Regeln des Vertrags dem Rat zur Genehmigung vorgelegt.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

Der Präsident

ANHANG

Verhandlungsleitlinien

Die Kommission wird an diesen Verhandlungen im Benehmen mit den Vertretern der am Übereinkommen zum Schutz des Mittelmeeres vor Verschmutzung beteiligten Mitgliedstaaten teilnehmen.

Sie wird darüber wachen, daß die im Rahmen des Übereinkommens gefaßten Beschlüsse mit dem geltenden Gemeinschaftsrecht vereinbar sind. Sie wird jedoch ermächtigt, auch strengere Maßnahmen als die gegenwärtig auf Gemeinschaftsebene auszuhandeln.

Historical Archives of the European Commission

SEC (87) 1125 NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/880/87

Délai: MARDI LE 14 JUILLET 1987 - 12 HEURES

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Convention pour la protection de la Mer Méditerranée contre la pollution
(Convention de Barcelone)

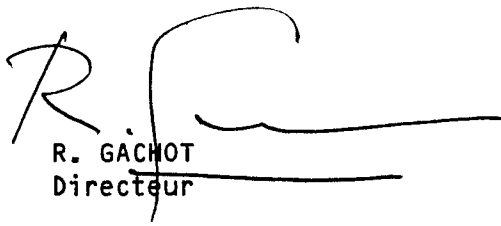
Proposition de : M. CLINTON DAVIS

Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier, au nom de la Communauté, l'adoption de mesures relatives aux rejets de mercure et cadmium ainsi qu'au statut des composés organosiliciés dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Convention de Barcelone);
- . accompagné d'un exposé des motifs

Commentaire :

La présente proposition découle de la conclusion par la Communauté de la Convention pour la protection de la Mer Méditerranée contre la pollution et notamment de son protocole, à travers lequel les parties s'engagent à prendre certaines mesures concrètes dans ce but.


R. GACHOT
Directeur

P.J :

Copies à : MM. BRINKHORST, FIELDING, EHLERMANN

Pour information : M. MAYHEW

lc

m

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG DE L'ENVIRONNEMENT,
PROTECTION DES CONSOMMATEURS
ET SECURITE NUCLEAIRE

Services associés
- pour accord -

DG DES RELATION EXTERIEURES

:
: Accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable scus
réserve d'une dernière
verification du texte

Langue originale

: FR

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

Consultation : du Parlement Européen : facultative et le Service responsable
suggère de ne pas y recourir compte
tenu de l'importance mineure de ce
projet

Consultation : du Comité Economique et
Social : Idem

. La Task Force PME n'a pas été consultée

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX ?

- /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et 84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

RECOMMENDATION FOR A COUNCIL DECISION

authorizing the Commission to negotiate on behalf of the Community measures concerning mercury and cadmium discharges and the status of organosilicon compounds under the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution (Barcelona Convention)

Historical Archives of the European Commission

MEMORANDUM TO THE COMMISSION

(proposal from Mr Clinton Davis)

1. On 25 July 1977 the Community concluded the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution (Decision 77/585/EEC)¹.
2. Article 5 of the Protocol, to the abovementioned Convention, for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution from Land-based Sources stipulates that :
 - the Parties undertake to eliminate pollution of the Protocol Area from land-based sources by substances listed in Annex I to the Protocol;
 - to this end they shall elaborate and implement, jointly or individually, as appropriate, the necessary programmes and measures;
 - these programmes and measures shall include, in particular, common emission standards and standards for use.

In addition, Article 14 (2) (b) of the Protocol stipulates that one of the functions of meetings of the Contracting Parties to the Protocol shall be to revise and amend any annex to the Protocol, as appropriate.
3. Recommendations concerning limits on mercury discharges and the status of organosilicon compounds and intended as a basis for appropriate legislative and/or administrative measures are to be submitted for adoption at the fifth meeting of the Contracting Parties to the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution in Athens from 7 to 13 September 1987.

¹ OJ L 240, 19.9.1977.

4. Although no measures concerning cadmium discharges will be submitted at the September meeting, the Commission feels that the substances should also be included in the negotiating mandate since discussions on the subject are due to be held by April 1988.
 5. It should be remembered that the Community has already adopted Directives on this subject.
 6. The Commission recommends the Council to authorize the Commission to negotiate on behalf of the Community measures concerning mercury and cadmium discharges and the status of organosilicon compounds under the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution.
-

Historical Archives of the European Commission

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. On 25 July 1977 the Community concluded the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution (Decision 77/585/EEC)¹.
2. Article 5 of the Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution from Land-based Sources, as adopted at the Conference of plenipotentiaries of the coastal states in the Mediterranean region on the protection of the Mediterranean Sea against pollution from land-based sources (Athens, 12-17 May 1980)², stipulates that:
 - a/ the Parties undertake to eliminate pollution of the Protocol Area from land-based sources by substances listed in Annex I to the Protocol;
 - b/ to this end they shall elaborate and implement, jointly or individually, as appropriate, the necessary programmes and measures;
 - c/ these programmes and measures shall include, in particular, common emission standards and standards for use;
 - d/ the standards and the timetables for the implementation of the programmes and measures aimed at eliminating pollution from land-based sources shall be fixed by the Parties and periodically reviewed, if necessary every two years, for each of the substances listed in Annex I, in accordance with the provisions of Article 15 of the Protocol.

¹ OJ L 240, 19.9.1977.

² Decision 83/101/EEC, OJ L 67, 12.3.1983.

In addition, Article 14 (2) of the Protocol stipulates that:

- the functions of the meetings of the Parties to this Protocol shall be inter alia:

a/ to keep under review the implementation of this Protocol and to consider the efficacy of the measures adopted and the advisability of any other measures, in particular in the form of annexes;

b/ to revise and amend any annex to the Protocol, as appropriate;

c/ to formulate and adopt programmes and measures in accordance with Articles 5, 6 and 15 of the Protocol.

3. Under one of the paragraphs¹ of the Interim Environmental Quality Criteria for Mercury, as approved by the Contracting Parties at their fourth ordinary meeting, in Genoa on 9-13 September 1985, recommendations concerning limits on mercury discharges and the future status of organosilicon compounds are to be submitted for adoption at the fifth meeting of the Contracting Parties in Athens from 7 to 13 September 1987. These recommendations will serve as the basis for appropriate legislative and/or administrative measures.

4. Although no measures concerning cadmium discharges will be submitted at the meeting of the Contracting Parties in Athens on 7-13 September 1987, the Commission feels that the substance should also be included in the negotiating mandate since discussions on the subject are due to be held by April 1988.

5. It should be remembered that the Community has already adopted the following Directives:

¹"The Contracting Parties a/ ...b/ ...c/ ...d/...

e/ limit anthropogenic discharges of mercury into the Mediterranean Sea pending the eventual formulation of emission standards for mercury, as a result of the entry into force of the Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution from Land-based Sources."

- 76/464/EEC on pollution caused by certain dangerous substances discharged into the aquatic environment of the Community¹; organic compounds of silicon are listed in Annex II to this Directive;
- 82/176/EEC on limit values and quality objectives for mercury discharges by the chlor-alkali electrolysis industry²;
- 83/513/EEC on limit values and quality objectives for cadmium discharges into the aquatic environment and quality objectives for the cadmium content in the aquatic environment³;
- 84/156/EEC on limit values and quality objectives for mercury discharges by sectors other than the chlor-alkali electrolysis industry⁴.

The Council is requested to authorize the Commission to negotiate on behalf of the Community measures concerning mercury and cadmium discharges and the future status of organosilicon compounds under the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution.

The measures proposed are, or are likely to be, more stringent than or different from the Community measures.

¹ OJ L 129, 18.5.1976.

² OJ L 81, 27.3.1982.

³ OJ L 291, 24.10.1983.

⁴ OJ L 74, 17.3.1984.

RECOMMENDATION FOR A COUNCIL DECISION

authorizing the Commission to negotiate on behalf of the Community measures concerning mercury and cadmium discharges and the status of organosilicon compounds under the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution

The Council of the European Communities,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas the Community is a Contracting Party to the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution,

Whereas under one of the paragraphs of the Interim Environmental Quality Criteria for Mercury, as approved by the Contracting Parties at their fourth ordinary meeting, in Genoa on 9-13 September 1985, recommendations concerning limits on mercury discharges and the future status of organosilicon compounds are to be submitted for adoption at the fifth meeting of the Contracting Parties in Athens from 7 to 13 September 1987; whereas these recommendations will serve as the basis for subsequent adoption of appropriate legislative and/or administrative measures;

Whereas negotiations concerning the measures to be taken to deal with cadmium discharges are also planned, under the same Protocol, by April 1988;

Whereas the Council has adopted Directives 76/464/EEC on pollution caused by certain dangerous substances discharged into the aquatic environment of the Community,¹ 82/176/EEC and 84/156/EEC on limit values and quality objectives for mercury discharges by the chlor-alkali electrolysis industry² and by sectors other than the chlor-alkali electrolysis industry³ and 83/513/EEC on limit values for cadmium discharges into the aquatic environment and quality objectives for the cadmium content in the aquatic environment⁴;

Whereas measures concerning mercury and cadmium discharges and the status of organosilicon compounds proposed at the meeting of the Contracting Parties to the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution are likely to affect the Community Directives;

¹ OJ No L 129, 18.5.1976.

² OJ No L 81, 27.3.1982.

³ OJ No L 74, 17.3.1984.

⁴ OJ No L 291, 24.10.1983.

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

Sole article

The Commission is hereby authorized to participate on behalf of the Community in the negotiations on measures concerning mercury and cadmium discharges and the status of organosilicon compounds under the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution. In these negotiations, the Commission shall observe the directives set out in the Annex hereto.

The result of the negotiations shall be submitted to the Council for approval in accordance with the rules set out in the Treaty.

Done at Brussels,

For the Council
The President

Historical Archives of the European Commission

ANNEX

Negotiating directives

The Commission will participate in the negotiations in consultation with the representatives of the Member States that are Contracting Parties to the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution.

It will ensure that the decisions taken under the Convention are compatible with the existing Community provisions.

However, the Commission is hereby authorized to negotiate measures more stringent than the Community measures.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Secrétariat général

SEC(87)1125 final

Bruxelles, le 20 juillet 1987

DOCUMENT INTERNE

RESTREINT

RECOMMANDATION DE DECISION DU CONSEIL

autorisant la Commission à négocier, au nom de la Communauté,
l'adoption de mesures relatives aux rejets de mercure et de cadmium
ainsi qu'au statut des composés organosiliciés
dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée
contre la pollution (Convention de Barcelone)

(présentée par la Commission)

EXPOSE DES MOTIFS

1. Le 25 juillet 1977, la Communauté a conclu la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (77/585/CEE)⁽¹⁾.
2. L'article 5 du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, adopté à la Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la région méditerranéenne sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (Athènes, 12-17 mai 1980) stipule que⁽²⁾:
 - a/ Les Parties s'engagent à éliminer la pollution d'origine tellurique de la zone du Protocole par les substances énumérées à l'annexe I au présent Protocole;
 - b/ A cette fin, elles élaborent et mettent en oeuvre, conjointement ou individuellement selon le cas, les programmes et mesures nécessaires;
 - c/ Ces programmes et mesures comprennent notamment des normes communes d'émission et des normes d'usage;
 - d/ Les normes et les calendriers d'application pour la mise en oeuvre des programmes et mesures visant à éliminer la pollution d'origine tellurique sont fixés par les Parties et réexaminés périodiquement au besoin tous les deux ans, pour chacune des substances énumérées à l'annexe I, conformément aux dispositions de l'article 15 du présent Protocole.

D'autre part, l'article 14 du même Protocole stipule qu'en son paragraphe 2 :

- Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet :
- a/ De veiller à l'application du Protocole et d'examiner l'efficacité des mesures adoptées ainsi que l'opportunité de prendre d'autres dispositions, en particulier sous forme d'annexes;
 - b/ De réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au Protocole;
 - c/ D'élaborer et d'adopter des programmes et des mesures conformément aux articles 5, 6 et 15 du présent Protocole.

(1) J.O. L 240 du 19.09.1977

(2) 83/101/CEE J.O. L 67 du 12.3.1983

3. Conformément à un des paragraphes ⁽¹⁾ des critères provisoires de qualité du milieu pour le mercure approuvés par les Parties contractantes à leur 4^e réunion ordinaire (Gênes, 9-13 septembre 1985) des recommandations concernant les limitations de rejets de mercure ainsi que le statut futur des composés organosiliciés seront soumis, pour adoption, à la 5^e réunion des Parties contractantes (qui se tiendra à Athènes du 7-13 septembre 1987). Ces recommandations servent de base pour l'adoption de mesures législatives et/ou administratives appropriées.
4. Bien que les mesures concernant les rejets de cadmium ne soient pas présentées à la prochaine réunion des Parties contractantes à Athènes du 7 au 13 septembre 1987, la Commission estime que le mandat de négociation doit aussi inclure cette substance puisque les négociations sur ce sujet sont déjà prévues pour avril 1988.
5. Il convient de rappeler que la Communauté s'est déjà dotée des directives suivantes :
 - 76/464/CEE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ⁽²⁾; Les composés organosiliciés figurent à l'annexe II de cette directive;
 - 82/176/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins ⁽³⁾;
 - 83/513/CEE concernant la fixation de valeurs limites pour les rejets de cadmium dans le milieu aquatique ainsi que d'objectifs de qualité pour la teneur en cadmium du milieu aquatique ⁽⁴⁾;
 - 84/156/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure des secteurs autres que celui de l'électrolyse des chlorures alcalins ⁽⁵⁾.

(1) Les Parties contractantes : a/... b/ ... c/... d/...
e/ limitent les déversements anthropogènes de mercure dans la mer Méditerranée jusqu'à ce que des normes d'émission applicables au mercure aient été formulées en conséquence de l'entrée en vigueur du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique.

(2) J.O. L 129 du 18.05.1976

(3) J.O. L 81 du 27.03.1982

(4) J.O. L 291 du 24.10.1983

(5) J.O. L 74 du 17.03.1984

Le Conseil est invité à autoriser la Commission à négocier, au nom de la Communauté, des mesures relatives aux rejets de mercure et de cadmium ainsi qu'au statut futur des composés organosiliciés, dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution.

Les mesures proposées sont ou risquent d'être plus sévères ou différent de celles au niveau communautaire.

Historical Archives of the European Commission

RECOMMANDATION DE DECISION DU CONSEIL

autorisant la Commission à négocier, au nom de la Communauté, l'adoption de mesures relatives aux rejets de mercure et de cadmium ainsi qu'au statut des composés organosiliciés dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Convention de Barcelone)

Le Conseil des Communautés européennes,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la recommandation de la Commission,

considérant que la Communauté est Partie contractante à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution ;

considérant que, conformément à un des paragraphes des critères provisoires de qualité du milieu pour le mercure approuvés par les Parties contractantes à leur quatrième réunion ordinaire à Gênes, du 9 - 13 septembre 1985, il a été prévu que des recommandations concernant les limitations de rejets de mercure ainsi que le statut futur des composés organosiliciés seront soumis pour adoption à la cinquième réunion des Parties contractantes qui se tiendra à Athènes du 7 - 13 septembre 1987 ; que ces recommandations servent de base pour l'adoption par la suite de mesures législatives et/ou administratives appropriées ;

considérant que ces négociations concernant les mesures à prendre à propos des rejets de cadmium sont prévues également, dans le cadre du même protocole, pour avril 1988 ;

considérant que le Conseil a adopté les directives 76/464/CEE⁽¹⁾ concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté, 82/176/CEE⁽²⁾ et 84/156/CEE⁽³⁾ concernant respectivement les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins et des secteurs autres que celui de l'électrolyse des chlorures alcalins ainsi que 83/513/CEE⁽⁴⁾ relative à la fixation des valeurs limites pour les rejets de cadmium dans le milieu aquatique ainsi que d'objectifs de qualité pour la teneur en cadmium du milieu aquatique ;

considérant que des propositions de mesures relatives au rejet de mercure et de cadmium ainsi qu'au statut des composés organosiliciés présentées dans le cadre de la réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution sont susceptibles d'affecter les directives communautaires :

(1) J.O. n° L 129 du 18.05.1976, p. 23

(2) J.O. n° L 81 du 27.03.1982, p. 29

(3) J.O. n° L 74 du 17.03.1984, p. 49

(4) J.O. n° L 291 du 24.10.1983, p. 1

DECIDE :

Article Unique

La Commission est autorisée à participer, au nom de la Communauté, aux négociations concernant des mesures relatives aux rejets de mercure et de cadmium ainsi qu'au statut des composés organosiliciés, dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution. La Commission se conformera, lors des négociations, aux directives figurant en annexe.

Le résultat des négociations sera soumis à l'approbation du Conseil selon les règles du Traité.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le Président

Historical Archives of the European Commission

ANNEXE

Directives de négociation

La Commission participera à ces négociations en consultation avec les représentants des Etats membres parties à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution.

Elle veillera à ce que les décisions prises dans le cadre de la Convention soient compatibles avec la réglementation communautaire existante.

Toutefois, elle est autorisée à négocier des mesures plus sévères que celles au niveau communautaire.

Historical Archives of the European Commission

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- ~~oui~~ /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- ~~oui~~ /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX ?

- ~~oui~~ /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et 84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

KOMMISSION
DER
EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Generalsekretariat

SEK(87) 1125 endg.

Brüssel, den 20. Juli 1987

NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH

EINGESCHRÄNKTE VERTEILUNG

Empfehlung für einen
BESCHLUSS DES RATES

zur Ermächtigung der Kommission, im Namen der Gemeinschaft
Verhandlungen über Maßnahmen betreffend die Einleitung von
Quecksilber und Kadmium sowie den Status der organischen Siliziumverbindungen
im Rahmen des Übereinkommens zum Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung
(Übereinkommen von Barcelona)
zu führen

(Vorlage der Kommission)

BEGRÜNDUNG

1. Am 25. Juli 1977 hat die Gemeinschaft das Übereinkommen über den Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung (77/585/EWG) ¹⁾ unterzeichnet.
2. Artikel 5 des Protokolls über den Schutz des Mittelmeers gegen Verschmutzung vom Lande aus, das von der Konferenz der Bevollmächtigten der Mittelmeeranrainerstaaten über den Schutz des Mittelmeers gegen Verschmutzung vom Lande aus (Athen, 12.-17. Mai 1980) verabschiedet wurde, bestimmt ²⁾ :
 - a) Die Parteien verpflichten sich, die Verschmutzung des Protokollgebiets vom Lande aus durch die im Anhang dieses Protokolls aufgeführten Stoffe zu beseitigen.
 - b) Zu diesem Zweck erstellen sie je nach Fall gemeinsam oder einzeln die erforderlichen Programme und Maßnahmen und führen sie aus.
 - c) Diese Programme und Maßnahmen umfassen insbesondere gemeinsame Emissionsnormen und Nutzungsnormen.
 - d) Die Normen und Zeitpläne für die Durchführung der Programme und Maßnahmen zur Beseitigung der Verschmutzung vom Lande aus werden von den Parteien festgelegt und regelmäßig - erforderlichenfalls alle zwei Jahre - für jeden der in Anhang I aufgeführten Stoffe gemäß Artikel 15 dieses Protokolls überprüft.

Artikel 14 Absatz 2 des Protokolls bestimmt :

- Auf den Sitzungen der Parteien dieses Protokolls sollen unter anderem folgende Aufgaben wahrgenommen werden :
- a) Überwachung der Durchführung des Protokolls und Prüfung des Wirkungsgrades der ergriffenen Maßnahmen und der Notwendigkeit weiterer Maßnahmen, insbesondere in der Form von Anhängen ;
 - b) je nach Fall Überprüfung und Änderung der Anhänge des Protokolls ;
 - c) Ausarbeitung und Annahme von Programmen und Maßnahmen nach den Artikeln 5, 16 und 15 dieses Protokolls.

1) ABL. L 240 vom 19.09.1977

2) 83/101/EWG ABL. L 67 vom 12.03.1983

3. Gemäß einem der Unterabsätze¹⁾ vorläufigen Kriterien für die Umweltqualität für Quecksilber, wie sie von den Vertragsparteien auf ihrer 4. ordentlichen Sitzung (Genua, 9.-13. September 1985) gebilligt wurden werden der 5. Sitzung der Vertragsparteien, die vom 7. bis 13. September 1987 in Athen stattfindet, Empfehlungen betreffend die Begrenzung der Quecksilbereinleitungen sowie den künftigen Status der organischen Siliziumverbindungen zur Verabschiedung vorgelegt. Diese Empfehlungen dienen als Grundlage für den Erlass entsprechender Rechts- und/oder Verwaltungsvorschriften.
4. Zwar sind Maßnahmen betreffend die Einleitung von Kadmium auf der nächsten Sitzung der Vertragsparteien vom 7. bis 13. September 1987 in Athens nicht vorgesehen, doch sollte nach Auffassung der Kommission das Verhandlungsmandat auch diesen Stoff einschließen, da Gespräche über dieses Thema bereits für April 1988 geplant sind.
5. Es wird darauf hingewiesen, daß die Gemeinschaft bereits folgende Richtlinien erlassen hat :
- 76/464/EWG betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft²⁾; die organischen Siliziumverbindungen sind in Anhang II dieser Richtlinie aufgeführt ;
 - 82/176/EWG betreffend Grenzwerte und Qualitätsziele für Quecksilberableitungen aus dem Industriezweig Alkalichloridanalyse³⁾ ;
 - 83/513/EWG betreffend Grenzwerte und Qualitätsziele für Kadmiumableitungen⁴⁾ ;
 - 84/156/EWG betreffend Grenzwerte und Qualitätsziele für Quecksilberableitungen mit Ausnahme des Industriezweig Alkalichloridelektrolyse⁵⁾.

1) Die Vertragsparteien: a/...b/... c/... d/... e/ begrenzen die vom Menschen verursachten Quecksilberableitungen in das Mittelmeer, bis aufgrund des Inkrafttretens des Protokolls über den Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung vom Land aus gültige Emissionsnormen für Quecksilber erlassen werden.

2) ABL. L 129 vom 18.05.1976

3) ABL. L 81 vom 27.03.1982

4) ABL. L 291 vom 24.10.1983

5) ABL. L 74 vom 17.03.1984

Der Rat wird ersucht, die Kommission zu ermächtigen, im Namen der Gemeinschaft Maßnahmen betreffend Quecksilber- und Kadmiumableitungen sowie den künftigen Status der organischen Siliziumverbindungen im Rahmen des Übereinkommens zum Schutze des Mittelmeers gegen Verschmutzung auszuhandeln. Die vorgeschlagenen Maßnahmen sind oder könnten strenger oder verschieden von den auf Gemeinschaftsebene geltenden Maßnahmen sein.

Historical Archives of the European Commission

Empfehlung für einen
BESCHLUSS DES RATES

zur Ermächtigung der Kommission, im Namen der Gemeinschaft Verhandlungen über Maßnahmen betreffend die Einleitung von Quecksilber und Kadmium sowie den Status der organischen Siliziumverbindungen im Rahmen des Übereinkommens zum Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung (Übereinkommen von Barcelona) zu führen

Der Rat der Europäischen Gemeinschaften -
gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,
auf Empfehlung der Kommission,
in Erwägung nachstehender Gründe :

Die Gemeinschaft ist Vertragspartei des Übereinkommens zum Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung.

Gemäß einem Unterabsatz der von den Vertragsparteien auf ihrer vierten ordentlichen Sitzung in Genua, die vom 9. bis 13. September 1985 stattfand, festgelegten vorläufigen Kriterien ist vorgesehen, der fünften Sitzung der Vertragsparteien vom 7. - 13. September 1987 in Athen Empfehlungen betreffend die Beschränkung der Einleitung von Quecksilber sowie den künftigen Status der organischen Siliziumverbindungen zur Annahme vorzulegen. Diese Empfehlungen sollen als Grundlage für den späteren Erlass einschlägiger Rechts- und/oder Verwaltungsvorschriften dienen.

Im Rahmen des gleichen Protokolls sind für April 1988 Verhandlungen über Maßnahmen betreffend Kadmiumeinleitungen vorgesehen.

Der Rat hat die Richtlinien 76/464/EWG¹⁾ betreffend die Verschmutzung infolge der Einleitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft, 82/176/EWG²⁾ und 84/156/EWG³⁾ betreffend Grenzwerte und Qualitätsziele für Quecksilberableitungen aus dem Industriezweig Alkalichloridelektrolyse bzw. für Quecksilberableitungen mit Ausnahme des Industriezweigs Alkalichloridelektrolyse und 83/513/EWG⁴⁾ betreffend die Festsetzung von Grenzwerten für die Kadmiumableitungen in die Gewässer sowie Qualitätsziele für den Kadmiumgehalt der Gewässer erlassen;

Vorschläge für Maßnahmen betreffend Quecksilber- und Kadmiumableitungen sowie die Stellung der organischen Siliziumverbindungen, die im Rahmen der Tagung der Vertragsparteien des Übereinkommens zum Schutz des Mittelmeers vor Verunreinigung vorgestellt wurden, sind geeignet, folgende Richtlinien der Gemeinschaft zu beeinträchtigen:

BESCHLIESST:

- 1) ABL. Nr. L 129 vom 18.05.1976, S. 23
- 2) ABL. Nr. L 81 vom 27.03.1982, S. 29
- 3) ABL. Nr. L 74 vom 17.03.1984, S. 49
- 4) ABL. Nr. L 291 vom 24.10.1983, S. 1

Einzigter Artikel

Die Kommission wird ermächtigt, im Namen der Gemeinschaft an den Verhandlungen über Maßnahmen betreffend die Einleitung von Quecksilber und Cadmium sowie den Status der organischen Siliziumverbindungen im Rahmen des Übereinkommens über den Schutz des Mittelmeers vor Verschmutzung teilzunehmen. Die Kommission wird sich bei diesen Verhandlungen an die Leitlinien nach Maßgabe des Anhangs halten.

Das Ergebnis der Verhandlungen wird nach den Regeln des Vertrags dem Rat zur Genehmigung vorgelegt.

Geschehen zu Brüssel am 20. Juli 1987

Im Namen des Rates

Der Präsident

ANHANG

Verhandlungsleitlinien

Die Kommission wird an diesen Verhandlungen im Benehmen mit den Vertretern der am Übereinkommen zum Schutz des Mittelmeeres vor Verschmutzung beteiligten Mitgliedstaaten teilnehmen.

Sie wird darüber wachen, daß die im Rahmen des Übereinkommens gefaßten Beschlüsse mit dem geltenden Gemeinschaftsrecht vereinbar sind.

Sie wird jedoch ermächtigt, auch strengere Maßnahmen als die gegenwärtig auf Gemeinschaftsebene auszuhandeln.

Historical Archives of the European Commission

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA
LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- ~~oui~~ /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- ~~oui~~ /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES
SOCIAUX ?

- ~~oui~~ /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà
tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et
84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

Bruxelles, 20 luglio 1987

DOCUMENTO INTERNO

RISERVATO

RACCOMANDAZIONE DI DECISIONE DEL CONSIGLIO

che autorizza la Commissione a negoziare, in nome della Comunità, l'adozione di misure relative agli scarichi di mercurio e di cadmio, nonché allo statuto dei composti organosilicati nel quadro della Convenzione per la protezione del Mediterraneo dall'inquinamento (Convenzione di Barcellona)

(presentata dalla Commissione)

RELAZIONE

1. Il 25 luglio 1977 la Comunità ha stipulato la Convenzione per la protezione del Mediterraneo dall'inquinamento (77/585/CEE)¹.
2. L'articolo 5 del protocollo relativo alla protezione del Mediterraneo dall'inquinamento di origine tellurica, adottato in occasione della Conferenza dei plenipotenziari degli Stati del bacino mediterraneo, sulla protezione di questo mare dall'inquinamento di origine tellurica (Atene, 12/17 maggio 1980), dispone che² :
 - a) le Parti contraenti si impegnano ad eliminare l'inquinamento di origine tellurica della zona di cui al protocollo, provocato dalle sostanze elencate nell'allegato I del presente protocollo ;
 - b) a tal fine esse elaborano ed attuano, congiuntamente o singolarmente secondo i casi, i programmi e le misure necessari ;
 - c) i programmi e le misure comprendono, in particolare, norme comuni di emissione e norme d'uso ;
 - d) le norme e gli scadenziari per l'attuazione dei programmi e delle misure intesi ad eliminare l'inquinamento di origine tellurica sono stabiliti dalle Parti e periodicamente riveduti, se necessario, ogni due anni, per ciascuna delle sostanze elencate nell'allegato I, conformemente alle disposizioni dell'articolo 15 del presente protocollo.

Inoltre, l'articolo 14, paragrafo 2 dello stesso protocollo prevede che :

- le riunioni delle Parti del presente protocollo vengono tenute in particolare ai seguenti fini :
 - a) vigilare all'applicazione del protocollo e valutare l'efficacia delle misure prese nonché l'opportunità di adottare altre disposizioni, in particolare sotto forma di allegati ;
 - b) rivedere ed emendare eventualmente gli allegati del protocollo ;
 - c) elaborare e adottare programmi e misure conformemente agli articoli 5, 6 e 15 del presente protocollo -

(1) GU L 240 del 19.9.1977

(2) 83/101/CEE GU L 67 del 12.3.1983

3. Conformemente a uno dei paragrafi (1) dei criteri provvisori di qualità dell'ambiente per il mercurio, approvati dalle Parti in occasione della loro quarta riunione ordinaria (Genova, 9-13 settembre 1985), alla quinta riunione delle Parti contraenti (che si terrà ad Atene dal 7 al 13 settembre 1977) saranno presentate, per approvazione, raccomandazioni concernenti le limitazioni degli scarichi di mercurio e il futuro statuto dei composti organosilicati. Dette raccomandazioni serviranno come base di riferimento per l'adozione di opportune misure legislative e/o amministrative.
4. Benchè non sia prevista la presentazione, alla prossima riunione delle Parti contraenti (Atene, 7-13 settembre 1987), di misure concernenti gli scarichi di cadmio, la Commissione ritiene che questa sostanza debba essere inclusa nel mandato di negoziazione, in quanto le discussioni in merito sono già indette per l'aprile 1988.
5. Va tenuto presente che la Comunità ha adottato finora le seguenti direttive :
 - 76/464/CEE concernente l'inquinamento provocato da certe sostanze pericolose scaricate nell'ambiente idrico della Comunità²; i composti organosilicati figurano nell'allegato II a questa direttiva ;
 - 82/176/CEE concernente i valori limite e gli obiettivi di qualità per gli scarichi di mercurio del settore dell'elettrolisi dei cloruri alcalini³ ;
 - 83/513/CEE concernente i valori limite per gli scarichi di cadmio in ambiente acquatico, nonché gli obiettivi di qualità per il tenore di cadmio in ambiente acquatico⁴ ;
 - 84/156/CEE concernente i valori limite e gli obiettivi di qualità per gli scarichi di mercurio provenienti da settori diversi da quello dell'elettrolisi dei cloruri alcalini⁵.

1) Le Parti contraenti : a/... b/ ... c/ ... d/...

e/ limitano gli spandimenti antropogeni di mercurio nel Mediterraneo fintanto che non siano definite norme appropriate per le emissioni di mercurio, in seguito all'entrata in vigore del protocollo relativo alla protezione del Mediterraneo dall'inquinamento di origine tellurica.

2) GU L 129 del 18.05.1976

3) GU L 81 del 27.03.1982

4) GU L 291 del 24.10.1983

5) GU L 74 del 17.03.1984

Il Consiglio è invitato ad autorizzare la Commissione a negoziare, in nome della Comunità, misure relative agli scarichi di mercurio e di cadmio, nonché il futuro statuto dei composti organosilicati, nel quadro della Convenzione per la protezione del Mediterraneo dall'inquinamento. Le misure proposte sono o possono essere più rigorose, o comunque diverse, rispetto a quelle vigenti a livello comunitario.

Historical Archives of the European Commission

RACCOMANDAZIONE DI DECISIONE DEL CONSIGLIO

Che autorizza la Commissione a negoziare, in nome della Comunità, l'adozione di misure relative agli scarichi di mercurio e di cadmio, nonché allo statuto dei composti organosilicati nel quadro della Convenzione per la protezione del Mediterraneo dall'inquinamento (Convenzione di Barcellona)

Il Consiglio delle Comunità europee,

visto il trattato che istituisce la Comunità europea,

vista la raccomandazione della Commissione;

considerando che la Comunità è Parte contraente della Convenzione per la protezione del Mediterraneo dall'inquinamento,

considerando che, conformemente ad uno dei criteri provvisori sulla qualità dell'ambiente in relazione al mercurio, approvati dalle Parti contraenti nel corso della quarta riunione ordinaria di Genova, svoltasi dal 9 al 13 settembre 1985, raccomandazioni riguardanti la limitazione degli scarichi di mercurio e il futuro statuto dei composti organosilicati saranno presentate, affinché possano essere adottate, nel corso della quinta riunione delle Parti contraenti, che si svolgerà ad Atene dal 7 al 13 settembre 1987 ; che queste raccomandazioni rappresentano la base che consentirà in seguito la promulgazione di opportuni provvedimenti legislativi e/o amministrativi ;

considerando che ai sensi del protocollo in questione sono previsti per l'aprile 1988 negoziati sulle misure da adottare in relazione agli scarichi di cadmio.

considerando che il Consiglio ha adottato le direttive 76/464/CEE⁽¹⁾ concernente l'inquinamento provocato da certe sostanze pericolose scaricate nell'ambiente idrico della Comunità, 82/176/CEE⁽²⁾ e 84/156/CEE⁽³⁾ concernenti rispettivamente i valori limite e gli obiettivi di qualità per gli scarichi di mercurio del settore dell'elettrolisi dei cloruri alcalini e dei settori diversi da quelli dell'elettrolisi dei cloruri alcalini, nonché 83/513/CEE⁽⁴⁾ relativa alla fissazione dei valori limite per gli scarichi di cadmio in ambiente acquatico, nonché gli obiettivi di qualità per il tenore di cadmio in ambiente acquatico ;

considerando che eventuali proposte di misure relative agli scarichi di mercurio e di cadmio nonché allo statuto dei composti organosilicati presentate in sede di riunione delle Parti contraenti della Convenzione per la protezione del Mediterraneo dall'inquinamento, possono incidere sulle direttive comunitarie ;

1) GU n. L 129 del 18.05.1976 , pag. 23

2) GU n. L 81 del 27.03.1982, pag. 29

3) GU n. L 74 del 17.03.1984, pag. 49

4) GU n. L 291 del 24.10.1983, pag. 1

DECIDE :

Articolo Unico

La Commissione è autorizzata a partecipare, in nome della Comunità, ai negoziati per l'elaborazione di misure relative agli scarichi di mercurio e di cadmio, nonché allo statuto dei composti organosilicati, nel quadro della Convenzione per la protezione del Mediterraneo dall'inquinamento. La Commissione si conformerà, nel corso dei negoziati, alle direttive di cui in allegato.

Il risultato dei negoziati sarà sottoposto al Consiglio per approvazione, secondo le disposizioni del trattato.

Fatto a Bruxelles,

Per il Consiglio

Il Presidente

Historical Archives of the European Commission

ALLEGATO

Direttive di negoziazione

La Commissione parteciperà ai negoziati in oggetto in consultazione con i rappresentanti degli Stati membri che sono Parti contraenti della Convenzione per la protezione del Mediterraneo dall'inquinamento. Essa veglierà affinché le decisioni prese nel quadro della Convenzione siano compatibili con la vigente normativa comunitaria.

Essa è tuttavia autorizzata a negoziare misure più rigorose di quelle comunitarie.

Historical Archives of the European Commission

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX ?

- /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et 84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

COMMISSIE
VAN DE
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

Secretariaat-generaal

SEC(87) 1125 def.

Brussel, 25 juni 1987

INTERN DOCUMENT

BEPERKTE VERSPREIDING

Aanbeveling voor een
BESLUIT VAN DE RAAD

waarbij de Commissie wordt gemachtigd namens de Gemeenschap te onderhandelen over de vaststelling van maatregelen betreffende kwik- en cadmiumlozingen alsmede de status van organische siliciumverbindingen in het kader van het Verdrag inzake de bescherming van de Middellandse Zee tegen verontreiniging (Verdrag van Barcelona)

(door de Commissie voorgesteld)

TOELICHTING

1. Op 25 juli 1977 heeft de Gemeenschap het Verdrag inzake de bescherming van de Middellandse Zee tegen verontreiniging gesloten (77/585/EEG)⁽¹⁾.
2. In artikel 5 van het Protocol inzake de bescherming van de Middellandse Zee tegen verontreiniging vanaf het land, zoals goedgekeurd op de Conferentie van gevolmachtigden van de kuststaten van het Middellandse Zeegebied inzake de bescherming van de Middellandse Zee tegen verontreiniging vanaf het land (Athene, 12-17 mei 1980), wordt het volgende bepaald⁽²⁾ :
 - a/ De Partijen verbinden zich ertoe de verontreiniging van het protocolgebied vanaf het land door stoffen vermeld in bijlage I van dit Protocol ongedaan te maken;
 - b/ Te dien einde zullen zij, gezamenlijk of individueel, zo nodig passende programma's en maatregelen uitwerken en ten uitvoer leggen;
 - c/ Deze programma's en maatregelen omvatten in het bijzonder gemeenschappelijke emissienormen en gebruiksnormen;
 - d/ De normen en tijdschema's voor de tenuitvoerlegging van de programma's en maatregelen voor het ongedaan maken van verontreiniging vanaf het land worden door de Partijen vastgesteld en periodiek herzien, zo nodig elke twee jaar, voor elk van de in bijlage I vermelde stoffen, overeenkomstig artikel 15 van dit Protocol.

(1) PB L 240 van 19.9.1977

(2) 83/101/EEG PB L 67 van 12.3.1983

Verder wordt in lid 2 van artikel 14 van dit Protocol het volgende bepaald :

- De vergaderingen van de Partijen bij dit Protocol hebben onder meer ten doel :

a/ de toepassing van het Protocol te volgen en de doeltreffendheid van de genomen maatregelen en de noodzaak van het vaststellen van andere bepalingen, in het bijzonder in de vorm van bijlagen, te onderzoeken;

b/ de bijlagen bij het Protocol eventueel te herzien en te verbeteren;

c/ programma's en maatregelen overeenkomstig de artikelen 5,6 en 15 van dit Protocol uit te werken en vast te stellen.

3. Overeenkomstig een van de punten⁽¹⁾ van de voorlopige milieu kwaliteitsnormen voor kwik die door de verdragsluitende partijen op hun vierde gewone vergadering (Genua 9-13 september 1985) zijn aangenomen, zullen er aanbevelingen met betrekking tot de beperking van kwiklozingen alsmede de toekomstige status van organische siliciumverbindingen ter goedkeuring aan de vijfde vergadering van de verdragsluitende partijen worden voorgelegd (Athene, 7-13 september 1987). Deze aanbevelingen moeten als grondslag dienen voor de vaststelling van ter zake dienende wettelijke en/of bestuursrechtelijke bepalingen.

4. Ofschoon de maatregelen met betrekking tot cadmiumlozingen niet aan de komende vergadering van de verdragsluitende partijen in Athene zullen worden voorgelegd, is de Commissie toch van oordeel dat het onderhandelingsmandaat ook cadmium moet omvatten omdat de onderhandelingen hierover reeds voor april 1988 zijn gepland.

(1) De verdragsluitende partijen : a/... b/... c/... d/...

e/ beperken de voor toedoen van de mens veroorzaakte kwiklozingen in de Middellandse Zee totdat er voor kwik emissienormen zijn geformuleerd ten gevolge van het van kracht worden van het Protocol inzake de bescherming van de Middellandse Zee tegen verontreiniging vanaf het land.

5. In dit verband zij aangetekend dat de Gemeenschap reeds de volgende richtlijnen heeft vastgesteld :

- 76/464/EEG betreffende de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen die in het aquatisch milieu van de Gemeenschap worden geloosd⁽¹⁾; de organische siliciumverbindingen zijn in bijlage II van deze richtlijn opgenomen;
- 82/176/EEG betreffende grenswaarden en kwaliteitsdoelstellingen voor kwiklozingen afkomstig van de sector elektrolyse van alkalichloriden⁽³⁾;
- 83/513/EEG betreffende en kwaliteitsdoelstellingen voor lozingen van cadmium⁽⁴⁾;
- 84/156/EEG betreffende grenswaarden en kwaliteitsdoelstellingen voor kwiklozingen afkomstig van andere sectoren dan de elektrolyse van alkalichloriden⁽⁵⁾.

De Raad wordt verzocht de Commissie te machtigen om namens de Gemeenschap te onderhandelen over maatregelen betreffende kwik- en cadmiumlozingen alsmede de toekomstige status van organische siliciumverbindingen in het kader van het Verdrag inzake de Bescherming van de Middellandse Zee tegen verontreiniging.

De voorgestelde maatregelen zijn strenger of dreigen strenger te zijn dan de maatregelen in communautair verband, of verschillen daarvan.

(1) PB L 129 van 18.5.1976

(2) PB L 81 van 27.3.1982

(3) PB L 291 van 24.10.1983

(4) PB L 74 van 17.3.1984

AANBEVELING VOOR EEN BESLUIT VAN DE RAAD

waarbij de Commissie wordt gemachtigd namens de Gemeenschap te onderhandelen over de vaststelling van maatregelen betreffende kwik- en cadmiumlozingen alsmede de status van organische siliciumverbindingen in het kader van het Verdrag inzake de Bescherming van de Middellandse Zee tegen verontreiniging (Verdrag van Barcelona).

De Raad van de Europese Gemeenschappen,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gezien de aanbeveling van de Commissie,

Overwegende dat de Gemeenschap partij is bij het Verdrag inzake de Bescherming van de Middellandse Zee tegen verontreiniging;

Overwegende dat, overeenkomstig een van de punten van de voorlopige milieukwaliteitsnormen voor kwik die door de Verdragsluitende Partijen op hun van 9 tot 13 september in Genua gehouden vierde gewone vergadering zijn aangenomen, is voorzien dat er aanbevelingen met betrekking tot de beperking van kwiklozingen alsmede de toekomstige status van organisch siliciumverbindingen ter goedkeuring zullen worden voorgelegd aan de vijfde vergadering van de Verdragsluitende Partijen, die van 7 tot 13 september 1987 in Athene wordt belegd; dat deze aanbevelingen als grondslag moeten dienen voor de vaststelling van ter zake dienende wettelijke en/of bestuursrechtelijke bepalingen;

Overwegende dat in het kader van hetzelfde Protocol voor april 1988 eveneens onderhandelingen worden beoogd over maatregelen ten aanzien van cadmiumlozingen;

Overwegende dat de Raad de volgende richtlijnen heeft vastgesteld :
76/464/EEG⁽¹⁾ betreffende de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde
gevaarlijke stoffen die in het aquatisch milieu van de Gemeenschap
worden geloosd, 82/176/EEG⁽²⁾ en 84/156/EEG⁽³⁾ betreffende grenswaarden
en kwaliteitsdoelstellingen voor kwiklozingen respectievelijk afkomstig
van de sector elektrolyse van alkalichloriden en afkomstig van andere
sectoren van de elektrolyse van alkalichloriden alsmede 83/513/EEG⁽⁴⁾
betreffende grenswaarden en kwaliteitsdoelstellingen voor lozingen van
cadmium;

Overwegende dat voorstellen voor maatregelen betreffende kwik-en
cadmiumlozingen alsmede de status van organische siliciumverbindingen,
die in het kader van de vergadering van de partijen bij het Verdrag
inzake de Bescherming van de Middellandse Zee tegen verontreiniging
worden ingediend van invloed kunnen zijn op de communautaire richtlijnen,

-
- (1) PB nr. L 129 van 18.5.1972
(2) PB nr. L 81 van 27.3.1982
(3) PB nr. L 74 van 17.3.1984
(4) PB nr. L 291 van 24.10.1983

BESLUIT :

Enig artikel

De Commissie wordt gemachtigd namens de Gemeenschap deel te nemen aan de onderhandelingen over maatregelen betreffende kwik- en cadmiumlozingen alsmede de status van organische siliciumverbindingen in het kader van het Verdrag inzake de Bescherming van de Middellandse Zee tegen verontreiniging. De Commissie zal zich bij de onderhandelingen voegen naar de in bijlage opgenomen richtsnoeren. Het resultaat van de onderhandelingen wordt volgens de regels van het Verdrag ter goedkeuring aan de Raad voorgelegd.

Gedaan te Brussel,

Door de Raad
De voorzitter,

Historical Archives of the European Commission

BIJLAGE

Richtsnoeren voor onderhandelingen

De Commissie zal in overleg met de vertegenwoordigers van de Lid-Staten die partij zijn bij het Verdrag inzake de Bescherming van de Middellandse Zee tegen verontreiniging aan deze onderhandelingen deelnemen.

Zij ziet erop toe dat de in het kader van het Verdrag genomen besluiten verenigbaar zijn met de bestaande communautaire voorschriften. Zij is evenwel gemachtigd te onderhandelen over strengere maatregelen dan die welke in communautair verband zijn vastgesteld.

Historical Archives of the European Commission

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX ?

- /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et 84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

COMMISSION
OF THE
EUROPEAN COMMUNITIES

General Secretariat

SEC(87) 1125 final

Brussels, 20 July 1987

FOR OFFICIAL USE ONLY

RESTRICTED

Recommendation for a

COUNCIL DECISION

authorizing the Commission to negotiate on behalf of the Community
measures concerning mercury and cadmium discharges and the status
of organosilicon compounds under the Convention on the
Protection of the Mediterranean Sea against Pollution
(Barcelona Convention)

(presented by the Commission)

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. On 25 July 1977 the Community concluded the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution (Decision 77/585/EEC)¹.

2. Article 5 of the Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution from Land-based Sources, as adopted at the Conference of plenipotentiaries of the coastal states in the Mediterranean region on the protection of the Mediterranean Sea against pollution from land-based sources (Athens, 12-17 May 1980)², stipulates that:

a/ the Parties undertake to eliminate pollution of the Protocol Area from land-based sources by substances listed in Annex I to the Protocol;

b/ to this end they shall elaborate and implement, jointly or individually, as appropriate, the necessary programmes and measures;

c/ these programmes and measures shall include, in particular, common emission standards and standards for use;

d/ the standards and the timetables for the implementation of the programmes and measures aimed at eliminating pollution from land-based sources shall be fixed by the Parties and periodically reviewed, if necessary every two years, for each of the substances listed in Annex I, in accordance with the provisions of Article 15 of the Protocol.

¹ OJ L 240, 19.9.1977.

² Decision 83/101/EEC, OJ L 67, 12.3.1983.

In addition, Article 14 (2) of the Protocol stipulates that:

- the functions of the meetings of the Parties to this Protocol shall be inter alia:

a/ to keep under review the implementation of this Protocol and to consider the efficacy of the measures adopted and the advisability of any other measures, in particular in the form of annexes;

b/ to revise and amend any annex to the Protocol, as appropriate;

c/ to formulate and adopt programmes and measures in accordance with Articles 5, 6 and 15 of the Protocol.

3. Under one of the paragraphs¹ of the Interim Environmental Quality Criteria for Mercury, as approved by the Contracting Parties at their fourth ordinary meeting, in Genoa on 9-13 September 1985, recommendations concerning limits on mercury discharges and the future status of organosilicon compounds are to be submitted for adoption at the fifth meeting of the Contracting Parties in Athens from 7 to 13 September 1987. These recommendations will serve as the basis for appropriate legislative and/or administrative measures.

4. Although no measures concerning cadmium discharges will be submitted at the meeting of the Contracting Parties in Athens on 7-13 September 1987, the Commission feels that the substance should also be included in the negotiating mandate since discussions on the subject are due to be held by April 1988.

5. It should be remembered that the Community has already adopted the following Directives:

¹"The Contracting Parties a/ ...b/ ...c/ ...d/...

e/ limit anthropogenic discharges of mercury into the Mediterranean Sea pending the eventual formulation of emission standards for mercury, as a result of the entry into force of the Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution from Land-based Sources."

- 76/464/EEC on pollution caused by certain dangerous substances discharged into the aquatic environment of the Community¹; organic compounds of silicon are listed in Annex II to this Directive;
- 82/176/EEC on limit values and quality objectives for mercury discharges by the chlor-alkali electrolysis industry²;
- 83/513/EEC on limit values and quality objectives for cadmium discharges into the aquatic environment and quality objectives for the cadmium content in the aquatic environment³;
- 84/156/EEC on limit values and quality objectives for mercury discharges by sectors other than the chlor-alkali electrolysis industry⁴.

The Council is requested to authorize the Commission to negotiate on behalf of the Community measures concerning mercury and cadmium discharges and the future status of organosilicon compounds under the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution.

The measures proposed are, or are likely to be, more stringent than or different from the Community measures.

¹ OJ L 129, 18.5.1976.

² OJ L 81, 27.3.1982.

³ OJ L 291, 24.10.1983.

⁴ OJ L 74, 17.3.1984.

Recommendation for a
COUNCIL DECISION

authorizing the Commission to negotiate on behalf of the Community measures concerning mercury and cadmium discharges and the status of organosilicon compounds under the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution

The Council of the European Communities,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to the recommendation from the Commission,

Whereas the Community is a Contracting Party to the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution,

Whereas under one of the paragraphs of the Interim Environmental Quality Criteria for Mercury, as approved by the Contracting Parties at their fourth ordinary meeting, in Genoa on 9-13 September 1985, recommendations concerning limits on mercury discharges and the future status of organosilicon compounds are to be submitted for adoption at the fifth meeting of the Contracting Parties in Athens from 7 to 13 September 1987; whereas these recommendations will serve as the basis for subsequent adoption of appropriate legislative and/or administrative measures;

Whereas negotiations concerning the measures to be taken to deal with cadmium discharges are also planned, under the same Protocol, by April 1988;

Whereas the Council has adopted Directives 76/464/EEC on pollution caused by certain dangerous substances discharged into the aquatic environment of the Community,¹ 82/176/EEC and 84/156/EEC on limit values and quality objectives for mercury discharges by the chlor-alkali electrolysis industry² and by sectors other than the chlor-alkali electrolysis industry³ and 83/513/EEC on limit values for cadmium discharges into the aquatic environment and quality objectives for the cadmium content in the aquatic environment⁴;

Whereas measures concerning mercury and cadmium discharges and the status of organosilicon compounds proposed at the meeting of the Contracting Parties to the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution are likely to affect the Community Directives;

¹ OJ No L 129, 18.5.1976, p. 23.

² OJ No L 81, 27.3.1982, p. 29.

³ OJ No L 74, 17.3.1984, p. 49.

⁴ OJ No L 291, 24.10.1983, p. 1.

ANNEX

Negotiating directives

The Commission will participate in the negotiations in consultation with the representatives of the Member States that are Contracting Parties to the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution.

It will ensure that the decisions taken under the Convention are compatible with the existing Community provisions.

However, the Commission is hereby authorized to negotiate measures more stringent than the Community measures.

Historical Archives of the European Commission

For the Council

The President

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

Sole article

The Commission is hereby authorized to participate on behalf of the Community in the negotiations on measures concerning mercury and cadmium discharges and the status of organosilicon compounds under the Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution. In these negotiations, the Commission shall observe the directives set out in the Annex hereto.

The result of the negotiations shall be submitted to the Council for approval in accordance with the rules set out in the Treaty.

Done at Brussels,

For the Council
The President

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA
LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES
SOCIAUX ?

- /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà
tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et
84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

Bruxelles, den 20. juli 1987

INTERNT DOKUMENT

F O R T R O L I G T

HENSTILLING MED HENBLIK PÅ RÅDETS AFGØRELSE

om bemyndigelse af Kommissionen til på Fællesskabets vegne at føre forhandlinger om vedtagelse af foranstaltninger vedrørende kviksølv- og cadmiumudledninger samt vedrørende organiske siliciumforbindelsers status inden for rammerne af konventionen om beskyttelse af Middelhavet mod forurening (Barcelona-konventionen)

—————
(forelagt af Kommissionen)

HENSTILLING MED HENBLIK PÅ RÅDETS AFGØRELSE

om bemyndigelse af Kommissionen til på Fællesskabets vegne at føre forhandlinger om vedtagelse af foranstaltninger vedrørende kviksølv- og cadmiumudledninger samt vedrørende organiske siliciumforbindelsers status inden for rammerne af konventionen om beskyttelse af Middelhavet mod forurening (Barcelona-konventionen).

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab,

under henvisning til Kommissionens henstilling, og

ud fra følgende betragtninger:

Fællesskabet er kontraherende part i konventionen om beskyttelse af Middelhavet mod forurening;

i medfør af et af afsnittene i de foreløbige miljøkvalitetskriterier med hensyn til kviksølv, som de kontraherende parter godkendte på deres fjerde ordinære møde i Genova, den 9.-13. september 1985, skal der med henblik på vedtagelse på det femte møde mellem de kontraherende parter, der vil blive afholdt i Athen den 7.-13. september 1987, forelægges henstillinger vedrørende begrænsning af kviksølvudledninger og vedrørende organiske siliciumforbindelsers fremtidige status; disse henstillinger skal tjene som grundlag for efterfølgende vedtagelse af egnede love og/eller andre retsfor skrifter;

inden for rammerne af samme protokol er det endvidere planlagt, at der i april 1988 skal finde forhandlinger sted om foranstaltninger vedrørende cadmiumudledninger;

Rådet har vedtaget følgende direktiver: 76/464/EØF (1) om forurening, der er forårsaget af udledning af visse farlige stoffer i Fællesskabets vandmiljø, 82/176/EØF (2) og 84/156/EØF (3) om grænseværdier og kvalitetsmålsætninger for udledninger af kviksølv fra henholdsvis elektrolyse af alkaliske chlorider og andre sektorer end elektrolyse af alkalichlorider samt 83/513/EØF (4) om fastlæggelse af grænseværdier for cadmiumudledninger i vandmiljøet og kvalitetsmålsætninger for vandmiljøets indhold af cadmium;

forslag, der har været fremlagt på mødet mellem de kontraherende parter i konventionen om beskyttelse af Middelhavet mod forurening, til foranstaltninger vedrørende udledning af kviksølv og cadmium samt vedrørende de organiske siliciumforbindelsers status vil kunne få virkning for Fællesskabets direktiver -

-
- (1) EFT nr. L 129 af 18.5.1976, s. 23.
 - (2) EFT nr. L 81 af 27.3.1982, s. 29.
 - (3) EFT nr. L 74 af 17.3.1984, s. 49.
 - (4) EFT nr. L 24 af 24.10.1983, s. 1.

TRUFFET FØLGENDE AFGØRELSE:

Eneste artikel

Kommissionen bemyndiges til på Fællesskabets vegne at deltage i forhandlingerne om foranstaltninger vedrørende kviksølv- og cadmiumudledninger samt organiske siliciumforbindelsers status inden for rammerne af konventionen om beskyttelse af Middelhavet mod forurening. Under forhandlingerne følger Kommissionen de direktiver, der er indeholdt i bilaget. Forhandlingsresultatet forelægges Rådet til godkendelse i henhold til traktatens bestemmelser.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Formand

Historical Archives of the European Commission

BILAG

Forhandlingsdirektiver

Kommissionen deltager i disse forhandlinger i samråd med repræsentanterne for de medlemsstater, der er parter i konventionen om beskyttelse af Middelhavet mod forurening.

Den sørger for, at de beslutninger, der træffes inden for rammerne af konventionen, er forenelige med gældende fællesskabsregler.

Den bemyndiges dog til at forhandle om foranstaltninger, der strengere end dem, der gælder på fællesskabsplan.

Historical Archives of the European Commission

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA
LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES
SOCIAUX ?

- /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà
tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et
84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

BEGRUNDELSE

1. Den 25. juli 1977 indgik Fællesskabet konventionen om beskyttelse af Middelhavet mod forurening (77/585/EØF) (1).
2. Artikel 5 i protokollen om beskyttelse af Middelhavet mod landbaseret forurening, vedtaget på konferencen af befuldmægtigede fra middelhavsområdets kyststater vedrørende beskyttelse af Middelhavet mod landbaseret forurening (Athen, den 12.-17. maj 1980), lyder som følger:
 1. Parterne påtager sig at eliminere landbaseret forurening af protokolområdet med stoffer, der er anført i bilag I til denne protokol.
 2. Med henblik herpå skal de, efter omstændighederne enten i fællesskab eller enkeltvis, udarbejde og gennemføre de nødvendige programmer og foranstaltninger.
 3. Disse programmer og foranstaltninger skal især omfatte emissionsnormer og normer for anvendelse.
 4. Normerne og tidsplanerne for gennemførelse af programmer og foranstaltninger til eliminering af landbaseret forurening skal for hvert enkelt stof anført i bilag I, fastsættes af parterne og revideres regelmæssigt, om nødvendigt hvert andet år, i overensstemmelse med artikel 15.

Endvidere hedder det i artikel 14, stk. 2:

- Møderne mellem parterne i denne protokol har bl.a. til formål:

- a) Til stadighed at overvåge protokollens gennemførelse samt vurdere effektiviteten af de truffne foranstaltninger og behovet for andre foranstaltninger, i særdeleshed i form af bilag;
- b) at revidere og ændre bilag til protokollen efter behov;
- c) at udforme og vedtage programmer og foranstaltninger i overensstemmelse med artikel 5, 6 og 15.

(1) EFT L 240 af 19.9.1977.

(2) 83/101/EØF EFT L 67 af 12.3.1983.

3. I medfør af et af afsnittene (1) i de foreløbige kvalitetskriterier for miljøet med hensyn til kviksølv, der blev godkendt af de kontraherende parter på deres fjerde ordinære møde (Genova, den 9.-13. september 1985), vil der på det femte møde mellem de kontraherende parter (som vil blive afholdt i Athen den 7.-13. september 1987) med henblik på vedtagelse blive forelagt en række henstillinger vedrørende begrænsning af kviksølvudledninger og vedrørende de organiske siliciumforbindelsers fremtidige status. Disse henstillinger skal tjene som grundlag for vedtagelse af egnede love og/eller andre retsfor skrifter.
4. Selv om foranstaltningerne vedrørende udledning af cadmium ikke vil blive forelagt på det næste møde mellem de kontraherende parter i Athen den 7.-13. september 1987, mener Kommissionen, at forhandlingsmandatet også bør omfatte dette stof, fordi forhandlinger herom allerede er planlagt til at finde sted i april 1988.
5. Der mindes om, at der i Fællesskabet i forvejen foreligger følgende direktiver:
 - 76/464/EØF om forurening, der er forårsaget af udledning af visse farlige stoffer i Fællesskabets vandmiljø (2); de organiske siliciumforbindelser optræder i dette direktivs bilag II;
 - 82/176/EØF om grænseværdier og kvalitetsmålsætninger for udledninger af kviksølv fra elektrolyse af alkaliske chlorider (3);
 - 83/513/EØF om fastlæggelse af grænseværdier for cadmiumudledninger i vandmiljøet og kvalitetsmålsætninger for vandmiljøets indhold af cadmium (4);
 - 84/156/EØF om grænseværdier og kvalitetsmålsætninger for udledninger af kviksølv fra andre sektorer end elektrolyse af alkalichlorider (5).

(1) De kontraherende parter: a) b) c) d)
e) begrænser menneskeligt fremkaldte kviksølvudledninger i Middelhavet, indtil der er opstillet emissionsnormer for kviksølv som følge af ikrafttrædelsen af protokollen om beskyttelse af Middelhavet mod landbaseret forurening.

(2) EFT L 129 af 18.5.1976.

(3) EFT L 81 af 27.3.1982.

(4) EFT L 291 af 24.10.1983.

(5) EFT L 74 af 17.3.1984.

Rådet opfordres til at bemyndige Kommissionen til på Fællesskabets vegne at føre forhandlinger om foranstaltninger vedrørende kviksølv- og cadmium-udledninger samt vedrørende organiske siliciumforbindelsers fremtidige status inden for rammerne af konventionen om beskyttelse af Middelhavet mod forurening. De foreslåede foranstaltninger er eller kan blive strengere end eller forskellige fra dem, der gælder i Fællesskabet.

Historical Archives of the European Commission

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA
LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- ~~oui~~/NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- ~~oui~~/NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES
SOCIAUX ?

- ~~oui~~/NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà
tenues d'observer les directives 76/464/CEE,
- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et
84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

ΕΠΙΤΡΟΠΗ
ΤΩΝ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

Γενική Γραμματεία

SE C (87) 1125 τελικό

Βρυξέλλες, 20 Ιουλίου 1987

ΕΣΩΤΕΡΙΚΟ ΕΓΓΡΑΦΟ

ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΕΝΗ ΧΡΗΣΗ

ΣΥΣΤΑΣΗ ΓΙΑ ΑΠΟΦΑΣΗ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

με την οποία εξουσιοδοτείται η Επιτροπή να διαπραγματευθεί ,
εξ ονόματος της Κοινότητας , τη θέσπιση μέτρων σχετικά με τις απορρίψεις
υδραργύρου και καδμίου καθώς και με το καθεστώς των οργανοπυριτικών ενώ-
σεων στο πλαίσιο της σύμβασης για την προστασία της Μεσογείου θαλάσσης
από τη ρύπανση (Σύμβαση της Βαρκελώνης)

υποβληθείσα από την Επιτροπή)

ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

1. Στις 25 Ιουλίου 1977, η Κοινότητα συνήψε τη σύμβαση για την προστασία της Μεσογείου θαλάσσης από τη ρύπανση (77/585/ΕΟΚ) (1).
2. Το άρθρο 5 του πρωτοκόλλου σχετικά με την προστασία της Μεσογείου θαλάσσης από τη ρύπανση από χερσαίες πηγές, που εγκρίθηκε στη συνδιάσκεψη πληρεξουσίων των παράκτιων κρατών της περιοχής της Μεσογείου για την προστασία της Μεσογείου θαλάσσης από τη ρύπανση από χερσαίες πηγές (Αθήνα, 12-17 Μαΐου 1980) ορίζει ότι(2):
 - α) Τα μέρη αναλαμβάνουν να εξαλείψουν τη ρύπανση της περιοχής του πρωτοκόλλου, που προέρχεται από χερσαίες πηγές, από τις ουσίες που περιλαμβάνονται στο παράρτημα Ι του παρόντος πρωτοκόλλου*
 - β) Για το σκοπό αυτό επεξεργάζονται και εφαρμόζουν, από κοινού ή μεμονωμένα, ανάλογα με την περίπτωση, τα αναγκαία προγράμματα και μέτρα*
 - γ) Τα προγράμματα και μέτρα αυτά περιλαμβάνουν, ιδιαίτερα, κοινά πρότυπα αποβολής και χρήσης*
 - δ) Τα πρότυπα και τα χρονοδιαγράμματα για την εφαρμογή των προγραμμάτων και των μέτρων που αποβλέπουν στην εξάλειψη της ρύπανσης από χερσαίες πηγές ορίζονται από τα μέρη και επανεξετάζονται περιοδικά, εν ανάγκη ανά δύο χρόνια, για καθεμία από τις ουσίες που αναφέρονται στο παράρτημα Ι, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 15 του παρόντος πρωτοκόλλου.

Εξάλλου, το άρθρο 14 ορίζει στην παράγραφο 2 ότι:

- Οι συνεδριάσεις των μερών του παρόντος πρωτοκόλλου έχουν ιδίως σαν αντικείμενο:

- α) να μεριμνούν για την εφαρμογή του πρωτοκόλλου και να εξετάζουν την αποτελεσματικότητα των ληφθέντων μέτρων και την ανάγκη να προβλεφθούν και άλλες ρυθμίσεις, ιδίως με τη μορφή παραρτημάτων*
- β) να αναθεωρούν και να τροποποιούν ενδεχομένως, οποιοδήποτε παράρτημα του πρωτοκόλλου*
- γ) να διατυπώνουν και να θεσπίζουν προγράμματα και μέτρα σύμφωνα με τα άρθρα 5, 6 και 15 του παρόντος πρωτοκόλλου*

(1) ΕΕ L 240 της 19.09.1977

(2) 83/101/ΕΟΚ ΕΕ L 67 της 12.3.1983

3. Σύμφωνα με μία από τις παραγράφους (1) σχετικά με τα προσωρινά κριτήρια που λαμβάνονται υπόψη για την ποιότητα του περιβάλλοντος όσον αφορά τον υδράργυρο και τα οποία εγκρίθηκαν από τα συμβαλλόμενα μέρη στην 4η τους τακτική συνδρίαση (Γένοβα, 9-13 Σεπτεμβρίου 1985), θα υποβληθούν για έγκριση στην 5η συνεδρίαση των συμβαλλόμενων μερών (που θα γίνει στην Αθήνα από τις 7 έως τις 13 Σεπτεμβρίου 1987) συστάσεις σχετικά με τους περιορισμούς των απορρίψεων υδραργύρου καθώς και με το μελλοντικό καθεστώς των οργανοπυριτικών ενώσεων. Οι συστάσεις αυτές θα χρησιμεύσουν ως βάση για τη θέσπιση των ενδεδειγμένων νομοθετικών ή/και διοικητικών μέτρων.
4. Γαρά το ότι τα μέτρα σχετικά με τις απορρίψεις καδμίου δεν θα παρουσιαστούν στην προσεχή συνδρίαση των συμβαλλομένων μερών στην Αθήνα από τις 7 έως τις 13 Σεπτεμβρίου 1987, η Επιτροπή πιστεύει ότι στην εντολή διεξαγωγής των διαπραγματεύσεων πρέπει να περιληφθεί και αυτή η ουσία, δεδομένου ότι οι συζητήσεις σχετικά με αυτό το θέμα προβλέπονται ήδη για τον Απρίλιο του 1988.
5. Είναι σκόπιμο να υπενθυμιστεί ότι στην Κοινότητα υπάρχουν ήδη οι ακόλουθες οδηγίες:
 - 76/464/ΕΟΚ "περί ρυπάνσεως που προκαλείται από ορισμένες επικίνδυνες ουσίες που εκχέονται στο υδάτινο περιβάλλον της Κοινότητας"(2)· οι οργανοπυριτικές ενώσεις αναφέρονται στο παράρτημα ΙΙ αυτής της οδηγίας"
 - 82/176/ΕΟΚ "περί των οριακών τιμών και των ποιοτικών στόχων για τις απορρίψεις υδραργύρου από το βιομηχανικό τομέα της ηλεκτρολύσεως των χλωριούχων αλάτων αλκαλίων(3)"
 - 83/513/ΕΟΚ σχετικά με τον καθορισμό οριακών τιμών για τις απορρίψεις καδμίου στο υδάτινο περιβάλλον καθώς και ποιοτικών στόχων για την περιεκτικότητα του υδάτινου περιβάλλοντος σε κάδμιο(4)"
 - 84/156/ΕΟΚ "για τις οριακές τιμές και τους ποιοτικούς στόχους όσον αφορά τις απορρίψεις υδραργύρου σε τομείς άλλους εκτός του τομέα της ηλεκτρολύσεως των χλωριούχων αλάτων των αλκαλίων"(5).

(1) Τα συμβαλλόμενα μέρη: α)... β)... γ)... δ)...

ε) περιορίζουν τις εκχύσεις υδραργύρου στη Μεσόγειο θάλασσα που προκαλούνται από τον άνθρωπο έως ότου διαμορφωθούν πρότυπα αποβολής που είναι δυνατόν να εφαρμοστούν στον υδράργυρο, ως επακόλουθο της έναρξης ισχύος του Πρωτοκόλλου σχετικά με την προστασία της Μεσογείου θαλάσσης από τη ρύπανση από χερσαίες πηγές.

(2) ΕΕ L 129 της 18.05.1976

(3) ΕΕ L 81 της 27.03.1982

(4) ΕΕ L 291 της 24.10.1983

(5) ΕΕ L 74 της 17.03.1984

Το Συμβούλιο καλείται να εξουσιοδοτήσει την Επιτροπή να διαπραγματευθεί, εξ ονόματος της Κοινότητας, τη θέσπιση μέτρων σχετικά με τις απορρίψεις υδραργύρου και καδμίου καθώς και με το μελλοντικό καθεστώς των οργανοπυριτικών ενώσεων, στο πλαίσιο της σύμβασης για την προστασία της Μεσογείου θάλασσας από τη ρύπανση.

Τα προτεινόμενα μέτρα είναι ή ενδέχεται να είναι περισσότερο αυστηρά ή να διαφέρουν από εκείνα που ισχύουν σε κοινοτικό επίπεδο.

ΣΥΣΤΑΣΗ ΓΙΑ ΑΠΟΦΑΣΗ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

με την οποία εξουσιοδοτείται η Επιτροπή να διαπραγματευθεί, εξ ονόματος της Κοινότητας, τη θέσπιση μέτρων σχετικά με τις απορρίψεις υδραργύρου και καδμίου καθώς και με το καθεστώς των οργανοπυριτικών ενώσεων στο πλαίσιο της σύμβασης για την προστασία της Μεσογείου θαλάσσης από τη ρύπανση (Σύμβαση της Βαρκελώνης).

Το Συμβούλιο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων,

Έχοντας υπόψη :

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας,

την σύσταση της Επιτροπής,

Εκτιμώντας :

ότι η Κοινότητα είναι συμβαλλόμενο μέρος στη σύμβαση για την προστασία της Μεσογείου θαλάσσης από τη ρύπανση,

ότι σύμφωνα με μία από τις παραγράφους σχετικά με τα προσωρινά κριτήρια που λαμβάνονται υπόψη για την ποιότητα του περιβάλλοντος όσον αφορά τον υδράργυρο και τα οποία εγκρίθηκαν από τα συμβαλλόμενα μέρη στην 4η τους τακτική συνεδρίαση στη Γένοβα από τις 9 έως τις 13 Σεπτεμβρίου 1985, προβλέπεται ότι θα υποβληθούν για έγκριση στην 5η συνεδρίαση των συμβαλλόμενων μερών, που θα γίνει στην Αθήνα από τις 7 έως τις 13 Σεπτεμβρίου 1987, συστάσεις σχετικά με τους περιορισμούς των απορρίψεων υδραργύρου καθώς και με το μελλοντικό καθεστώς των οργανοπυριτικών ενώσεων* ότι οι συστάσεις αυτές θα χρησιμεύσουν ως βάση για τη θέσπιση των ενδεδειγμένων νομοθετικών ή/και διοικητικών μέτρων*

ότι οι διαπραγματεύσεις σχετικά με τα μέτρα που πρέπει να ληφθούν για τις απορρίψεις καδμίου προβλέπονται επίσης, στο πλαίσιο του ίδιου πρωτοκόλλου, για τον Απρίλιο του 1988*

ότι το Συμβούλιο έχει εκδώσει τις οδηγίες 76/464/ΕΟΚ (1) σχετικά με τη ρύπανση που προκαλείται από ορισμένες επικίνδυνες ουσίες που εκχέονται στο υδάτινο περιβάλλον της Κοινότητας, 82/176/ΕΟΚ (2) και 84/156/ΕΟΚ (3) σχετικά, αντίστοιχα, με τις οριακές τιμές και τους ποιοτικούς στόχους για τις απορρίψεις υδραργύρου από τον τομέα της ηλεκτρόλυσης των χλωριούχων αλάτων αλκαλίων και από τρεις άλλους εκτός του τομέα της ηλεκτρόλυσης των χλωριούχων αλάτων αλκαλίων καθώς και 83/513/ΕΟΚ (4) σχετικά με τον καθορισμό οριακών τιμών για τις απορρίψεις καδμίου στο υδάτινο περιβάλλον και ποιοτικών στόχων για την περιεκτικότητα του υδάτινου περιβάλλοντος σε κάδμιο*

ότι τα μέτρα που προτείνονται σχετικά με τις απορρίψεις υδραργύρου και καδμίου καθώς και με το καθεστώς των οργανοπυριτικών ενώσεων, στο πλαίσιο της συνεδρίασης των συμβαλλομένων μερών στη σύμβαση για την προστασία της Μεσογείου θαλάσσης από τη ρύπανση είναι δυνατόν να επηρεάσουν τις κοινοτικές οδηγίες :

-
- (1) ΕΕ L 129 , 18.05.1976 , 23
(2) ΕΕ L 81 , 27.03.1982 , 29
(3) ΕΕ L 74 , 17.03.1984 , 49
(4) ΕΕ L 291 , 24.10.1983 , 1

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Οδηγίες διαπραγμάτευσης

Η Επιτροπή συμμετέχει σ'αυτές τις διαπραγματεύσεις σε συνεννόηση με τους αντιπροσώπους των κρατών μελών που είναι συμβαλλόμενα μέρη στη σύμβαση για την προστασία της Μεσογείου θαλάσσης από τη ρύπανση.

Μεριμνά ώστε οι αποφάσεις που λαμβάνονται στο πλαίσιο της σύμβασης να συμβιβάζονται με τις υφιστάμενες κοινοτικές κανονιστικές ρυθμίσεις.

Πάντως, είναι εξουσιοδοτημένη να διαπραγματεύεται τη θέσπιση μέτρων που είναι αυστηρότερα εκείνων τα οποία έχουν ληφθεί σε κοινοτικό επίπεδο.

Historical Archives of the European Commission

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA
LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES
SOCIAUX ?

- /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà
tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et
84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

COMISION
DE LAS
COMUNIDADES EUROPEAS

Bruselas, 20 de julio de 1987

Secretaría General

SEC(87) 1125 final.

DOCUMENTO INTERNO

RESTRINGIDO

Recomendación de
DECISION DEL CONSEJO

por la que se autoriza a La Comisión para negociar,
en nombre de la Comunidad y dentro del Convenio para la protección
del Mar Mediterráneo contra la contaminación (Convenio de Barcelona)
la adopción de medidas sobre los vertidos de mercurio y cadmio
y sobre el estatuto de los compuestos organosilicados

(presentada por La Comisión)

EXPOSE DES MOTIFS

1. Le 25 juillet 1977, la Communauté a conclu la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (77/585/CEE)⁽¹⁾.
2. L'article 5 du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, adopté à la Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la région méditerranéenne sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (Athènes, 12-17 mai 1980) stipule que⁽²⁾:
 - a/ Les Parties s'engagent à éliminer la pollution d'origine tellurique de la zone du Protocole par les substances énumérées à l'annexe I au présent Protocole;
 - b/ A cette fin, elles élaborent et mettent en oeuvre, conjointement ou individuellement selon le cas, les programmes et mesures nécessaires;
 - c/ Ces programmes et mesures comprennent notamment des normes communes d'émission et des normes d'usage;
 - c/ Les normes et les calendriers d'application pour la mise en oeuvre des programmes et mesures visant à éliminer la pollution d'origine tellurique sont fixés par les Parties et réexaminés périodiquement au besoin tous les deux ans, pour chacune des substances énumérées à l'annexe I, conformément aux dispositions de l'article 15 du présent Protocole.

D'autre part, l'article 14 du même Protocole stipule qu'en son paragraphe 2 :

- Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet :

- a/ De veiller à l'application du Protocole et d'examiner l'efficacité des mesures adoptées ainsi que l'opportunité de prendre d'autres dispositions, en particulier sous forme d'annexes;
- b/ De réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au Protocole;
- c/ D'élaborer et d'adopter des programmes et des mesures conformément aux articles 5, 6 et 15 du présent Protocole.

(1) J.O. L 240 du 19.09.1977

(2) 83/101/CEE J.O. L 67 du 12.3.1983

3. Conformément à un des paragraphes ⁽¹⁾ des critères provisoires de qualité du milieu pour le mercure approuvés par les Parties contractantes à leur 4^o réunion ordinaire (Gênes, 9-13 septembre 1985) des recommandations concernant les limitations de rejets de mercure ainsi que le statut futur des composés organosiliciés seront soumis, pour adoption, à la 5^o réunion des Parties contractantes (qui se tiendra à Athènes du 7-13 septembre 1987). Ces recommandations servent de base pour l'adoption de mesures législatives et/ou administratives appropriées.
4. Bien que les mesures concernant les rejets de cadmium ne soient pas présentées à la prochaine réunion des Parties contractantes à Athènes du 7 au 13 septembre 1987, la Commission estime que le mandat de négociation doit aussi inclure cette substance puisque les négociations sur ce sujet sont déjà prévues pour avril 1987.
5. Il convient de rappeler que la Communauté s'est déjà dotée des directives suivantes :
 - 76/464/CEE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ⁽²⁾; les composés organosiliciés figurent à l'annexe II de cette directive;
 - 82/176/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins ⁽³⁾;
 - 83/513/CEE concernant la fixation de valeurs limites pour les rejets de cadmium dans le milieu aquatique ainsi que d'objectifs de qualité pour la teneur en cadmium du milieu aquatique ⁽⁴⁾;
 - 84/156/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure des secteurs autres que celui de l'électrolyse des chlorures alcalins ⁽⁵⁾.

(1) Les Parties contractantes : a/... b/ ... c/... d/...
e/ limitent les déversements anthropogènes de mercure dans la mer Méditerranée jusqu'à ce que des normes d'émission applicables au mercure aient été formulées en conséquence de l'entrée en vigueur du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique.

(2) J.O. L 129 du 18.05.1976

(3) J.O. L 81 du 27.03.1982

(4) J.O. L 291 du 24.10.1983

(5) J.O. L 74 du 17.03.1984

Le Conseil est invité à autoriser la Commission à négocier, au nom de la Communauté, des mesures relatives aux rejets de mercure et de cadmium ainsi qu'au statut futur des composés organosiliciés, dans le cadre de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution.

Les mesures proposées sont ou risquent d'être plus sévères ou différent de celles au niveau communautaire.

Historical Archives of the European Commission

RECOMENDACIÓN DE DECISIÓN DEL CONSEJO

por la que se autoriza a la Comisión para negociar, en nombre de la Comunidad y dentro del Convenio para la protección del Mar Mediterráneo contra la contaminación (Convenio de Barcelona), la adopción de medidas sobre los vertidos de mercurio y cadmio y sobre el estatuto de los compuestos organosilicados.

El Consejo de las Comunidades Europeas,

Visto el Tratado consitutivo de la Comunidad Económica Europea,

Vista la Recomendación de la Comisión,

Considerando que la Comunidad es Parte contratante del Convenio para la protección del Mar Mediterráneo contra la contaminación;

Considerando que uno de los apartados de los criterios provisionales de calidad del medio respecto al mercurio, aprobado por las Partes contratantes en su cuarta reunión ordinaria celebrada en Génova del 9 al 13 de septiembre de 1985, dispone que en la quinta reunión de las Partes contratantes que se celebrará en Atenas del 7 al 13 de septiembre de 1987 se presenten, para su aprobación, recomendaciones sobre la limitación de vertidos de mercurio y el futuro estatuto de los compuestos organosilicados; que estas recomendaciones servirán de base, posteriormente, para aprobar las medidas legislativas y/o administrativas adecuadas;

Considerando que en abril de 1988 se celebraran, dentro del mismo Protocolo, negociaciones de este tipo sobre las medidas que habrá que adoptar por lo que respecta a los vertidos de cadmio;

Considerando que el Consejo ya ha aprobado las Directivas 76/464/CEE (1) sobre la contaminación provocada por determinadas sustancias peligrosas vertidas al medio acuático de la Comunidad, 82/176/CEE (2) y 84/156/CEE (3) sobre los valores límite y los objetivos de calidad de los vertidos de mercurio del sector de la electrolisis de cloruros alcalinos y de otros sectores distintos al de la electrolisis de cloruros alcalinos, y la Directiva 83/513/CEE (4) sobre la determinación de los valores límite de los vertidos de cadmio en el medio acuático y sobre el establecimiento de objetivos de calidad respecto al contenido de cadmio del medio acuático;

Considerando que las propuestas de medidas sobre el vertido de mercurio y de cadmio y sobre el estatuto de los compuestos organosilicados que se presenten en la reunión de las Partes contratantes del Convenio para la protección del Mar Mediterráneo contra la contaminación pueden repercutir en las Directivas comunitarias,

(1) DO n.º L 129 de 18.05.1972, p. 23
(2) DO n.º L 81 de 27.03.1982, p. 29
(3) DO n.º L 74 de 17.03.1984, p. 49
(4) DO n.º L 291 de 24.10.1983, p. 1

DECIDE:

Artículo Único

Se autoriza a la Comisión para participar, en nombre de la Comunidad y dentro del Convenio para la protección del Mar Mediterráneo contra la contaminación, en las negociaciones sobre medidas relacionadas con los vertidos de mercurio y de cadmio y con el estatuto de los compuestos organosilicados. En las negociaciones la Comisión actuará de acuerdo con las directrices que figuran en el Anexo.

Según las normas del Tratado, el resultado de las negociaciones requerirá la aprobación del Consejo.

Hecho en Bruselas,

Por el Consejo

El Presidente

Historical Archives of the European Commission

ANEXO

Directrices de negociación

La Comisión participará en estas negociaciones consultando a los representantes de los Estados miembros que sean Partes del Convenio para la protección del Mar Mediterráneo contra la contaminación.

Procurará que las decisiones que se adopten dentro del Convenio sean compatibles con la normativa comunitaria existente.

No obstante, se la autoriza para que negocie medidas más severas que las comunitarias.

Historical Archives of the European Commission

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX ?

- /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et 84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?

COMISSÃO
DAS
COMUNIDADES EUROPEIAS

Secretariado-Geral

SEC(87) 1125 final

Bruxelas, 20 de Julho de 1986

DOCUMENTO INTERNO

R E S T R I T O

=====

RECOMENDAÇÃO DE DECISÃO DO CONSELHO

que autoriza a Comissão a negociar, em nome da Comunidade,
a adopção de medidas relativas às descargas de mercúrio
e de cádmio bem como ao estatuto dos compostos organossilíciosos
no âmbito da Convenção para a Protecção do Mar Mediterrâneo
contra a Poluição (Convenção de Barcelona)

(Apresentada pela Comissão)

EXPOSE DES MOTIFS

1. Le 25 juillet 1977, la Communauté a conclu la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (77/585/CEE)⁽¹⁾.
 2. L'article 5 du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, adopté à la Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la région méditerranéenne sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (Athènes, 12-17 mai 1980) stipule que⁽²⁾:
 - a/ Les Parties s'engagent à éliminer la pollution d'origine tellurique de la zone du Protocole par les substances énumérées à l'annexe I au présent Protocole;
 - b/ A cette fin, elles élaborent et mettent en oeuvre, conjointement ou individuellement selon le cas, les programmes et mesures nécessaires;
 - c/ Ces programmes et mesures comprennent notamment des normes communes d'émission et des normes d'usage;
 - d/ Les normes et les calendriers d'application pour la mise en oeuvre des programmes et mesures visant à éliminer la pollution d'origine tellurique sont fixés par les Parties et réexaminés périodiquement au besoin tous les deux ans, pour chacune des substances énumérées à l'annexe I, conformément aux dispositions de l'article 15 du présent Protocole.
- D'autre part, l'article 14 du même Protocole stipule qu'en son paragraphe 2 :
- Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet :
 - a/ De veiller à l'application du Protocole et d'examiner l'efficacité des mesures adoptées ainsi que l'opportunité de prendre d'autres dispositions, en particulier sous forme d'annexes;
 - b/ De réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au Protocole;
 - c/ D'élaborer et d'adopter des programmes et des mesures conformément aux articles 5, 6 et 15 du présent Protocole.

(1) J.O. L 240 du 19.09.1977

(2) 83/101/CEE J.O. L 67 du 12.3.1983

3. Conformément à un des paragraphes ⁽¹⁾ des critères provisoires de qualité du milieu pour le mercure approuvés par les Parties contractantes à leur 4^o réunion ordinaire (Gênes, 9-13 septembre 1985) des recommandations concernant les limitations de rejets de mercure ainsi que le statut futur des composés organosiliciés seront soumis, pour adoption, à la 5^o réunion des Parties contractantes (qui se tiendra à Athènes du 7-13 septembre 1987). Ces recommandations servent de base pour l'adoption de mesures législatives et/ou administratives appropriées.
4. Bien que les mesures concernant les rejets de cadmium ne soient pas présentées à la prochaine réunion des Parties contractantes à Athènes du 7 au 13 septembre 1987, la Commission estime que le mandat de négociation doit aussi inclure cette substance puisque les négociations sur ce sujet sont déjà prévues pour avril 1987.
5. Il convient de rappeler que la Communauté s'est déjà dotée des directives suivantes :
 - 76/464/CEE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ⁽²⁾; les composés organosiliciés figurent à l'annexe II de cette directive;
 - 82/176/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins ⁽³⁾;
 - 83/513/CEE concernant la fixation de valeurs limites pour les rejets de cadmium dans le milieu aquatique ainsi que d'objectifs de qualité pour la teneur en cadmium du milieu aquatique ⁽⁴⁾;
 - 84/156/CEE concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure des secteurs autres que celui de l'électrolyse des chlorures alcalins ⁽⁵⁾.

(1) Les Parties contractantes : a/... b/ ... c/... d/...
e/ limitent les déversements anthropogènes de mercure dans la mer Méditerranée jusqu'à ce que des normes d'émission applicables au mercure aient été formulées en conséquence de l'entrée en vigueur du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique

(2) J.O. L 129 du 18.05.1976

(3) J.O. L 81 du 27.03.1982

(4) J.O. L 291 du 24.10.1983

(5) J.O. L 74 du 17.03.1984

RECOMENDAÇÃO DE DECISÃO DO CONSELHO

que autoriza a Comissão a negociar, em nome da Comunidade,
a adopção de medidas relativas às descargas de mercúrio
e de cádmio bem como ao estatuto dos compostos organossilíciosos
no âmbito da Convenção para a Protecção do Mar Mediterrâneo
contra a Poluição (Convenção de Barcelona)

(Apresentada pela Comissão)

O Conselho das Comunidades Europeias,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia,

Tendo em conta a Recomendação da Comissão,

Considerando que a Comunidade é Parte Contratante na Convenção para a Protecção do Mar Mediterrâneo contra a Poluição;

Considerando que, em conformidade com um dos pontos dos critérios provisórios de qualidade do meio para o mercúrio aprovados pelas Partes Contratantes na quarta reunião ordinária, realizada em Génova de 9 a 13 de Setembro de 1985, se previu que as recomendações relativas à limitação das descargas de mercúrio, bem como ao futuro estatuto dos compostos organossilíciosos, serão apresentadas para adopção na quinta reunião das Partes Contratantes que se realizará em Atenas, de 7 a 13 de Setembro; que estas recomendações servirão de base para a adopção posterior de medidas legislativas e/ou administrativas adequadas;

Considerando que as negociações relativas às medidas a adoptar a propósito das descargas de cádmio se encontram igualmente previstas, no âmbito do mesmo protocolo, para Abril de 1988;

Considerando que o Conselho adoptou as Directivas 76/464/CEE⁽¹⁾ relativa à poluição causada por determinadas substâncias perigosas lançadas no meio aquático da Comunidade, 82/176/CEE⁽²⁾ e 84/156/CEE⁽³⁾ relativas respectivamente aos valores-limite e aos objectivos de qualidade para as descargas de mercúrio do sector da electrólise dos cloretos alcalinos e de sectores que não o da electrólise dos cloretos alcalinos, bem como a Directiva 83/513/CEE⁽⁴⁾ relativa à fixação de valores limite para as descargas de cádmio no meio aquático bem como de objectivos de qualidade para o teor em cádmio do meio aquático;

Considerando que as propostas de medidas relativas à descarga de mercúrio e de cádmio, bem como ao estatuto dos compostos organossilícicos apresentadas no âmbito da reunião das Partes Contratantes na Convenção para a Protecção do Mar Mediterrâneo contra a Poluição são susceptíveis de afectar as directivas comunitárias,

DECIDE:

-
- (1) JO n.º L 129 de 18.5.1976, p. 23.
 - (2) JO n.º L 81 de 27.3.1982, p. 29.
 - (3) JO n.º L 74 de 17.3.1984, p. 49.
 - (4) JO n.º L 291 de 24.10.1983, p. 1.

Artigo único

A Comissão é autorizada a participar, em nome da Comunidade, nas negociações respeitantes às medidas relativas às descargas de mercúrio e de cádmio bem como ao estatuto dos compostos organossilíciosos, no âmbito da Convenção para a Protecção do Mar Mediterrâneo contra a Poluição. Nas negociações, a Comissão procederá em conformidade com as directrizes que constam do Anexo.

O resultado das negociações será sujeito à aprovação do Conselho de acordo com as disposições do Tratado.

Feito em Bruxelas, em 20 de Julho de 1987.

Pelo Conselho
O Presidente

Historical Archives of the European Commission

ANEXO

Directrizes de negociação

A Comissão participará nestas negociações em consulta com os representantes dos Estados-membros que são Parte na Convenção para a Protecção do Mar Mediterrâneo contra a Poluição.

Velará por que as decisões tomadas no âmbito da Convenção sejam compatíveis com a regulamentação comunitária existente.

Todavia, é autorizada a negociar medidas mais severas que as medidas adoptadas a nível comunitário.

Historical Archives of the European Commission

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et L'emploi

1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DECOULANT DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION POUR LES ENTREPRISES

AUCUNE

2. AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

- /NON

- LESQUELLES AUCUN

3. INCONVENIENTS POUR L'ENTREPRISE
(coût supplémentaires)

- /NON

- CONSEQUENCES AUCUNES

4. EFFETS SUR L'EMPLOI

AUCUN

5. Y A-T-IL EU CONCERTATION PREALABLE AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX ?

- /NON puisque les entreprises de la Communauté sont déjà tenues d'observer les directives 76/464/CEE,

- AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX 82/172/CEE, 83/513/CEE et 84/156/CEE

6. Y A-T-IL UNE APPROCHE ALTERNATIVE MOINS CONTRAIGNANTE ?